

Rapport de la 2^{ème} Conférence régionale de l'UpM

sur

Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée

Projet labellisé par l'Union pour la Méditerranée

Conférence co-organisée avec le Groupe d'Investissement pour la Réduction et Prévention de la Pollution H2020 (et le processus de Plan d'Actions Nationaux)

5-6 Décembre 2016

Tunis, Tunisie

Lieu: Hôtel Golden Tulip El Mechtel



Le rapport a été préparé par:



La préparation de ce document a été rendue possible grâce au soutien généreux de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) :



Le projet est le seul propriétaire de la production et GWP-Med est le seul responsable du contenu.

Abréviations / Acronymes

AEE	Agence Européenne pour l'Environnement
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
CAMENA	Action en faveur du Climat au Moyen Orient et en Afrique du Nord
CAWTAR	Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche
CONNECT	Confédération des Entreprises Citoyennes de Tunisie
CPDN	Contribution Prévue Déterminée au niveau National
EPEC	Centre européen d'expertise en PPP
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FEMIP	Facilité Euroméditerranéenne d'Investissement et de Partenariat
GWP	Global Water Partnership
GWP-Med	Global Water Partnership – Mediterranean
H2020	" Initiative Horizon 2020 " pour la dépollution de la Méditerranée
IFIs	Institutions Financières Internationales
MED EUWI	Composante méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'Union Européenne
MedPartnership	Le partenariat stratégique pour le grand écosystème marin de la Méditerranée
MEDPOL	Programme d'Evaluation et de Maîtrise de la Pollution Marine et côtière dans la région méditerranéenne
MeHSIP	Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MIO-ECSDE	Bureau méditerranéen d'information sur l'environnement, la culture et le développement durable
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PAN	Plans d'Action Nationaux
PAS MED	Programme d'action stratégique du PAM (PAS) pour lutter contre la pollution due aux activités terrestres
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PNUE/PAM	Programme des Nations Unies pour l'Environnement /Plan d'Action pour la Méditerranée
PRPI	Groupe d'Horizon 2020 relatif aux Investissements pour la Réduction et la Prévention de la Pollution
PPP	Partenariat Public Privé

RAED	<i>Réseau Arabe pour l'Environnement et le Développement</i>
RSE	<i>Responsabilité Sociale des Entreprises</i>
SIDA	<i>Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement</i>
STEP	<i>Stations d'Épuration des Eaux Usées</i>
UpM	<i>Union pour la Méditerranée</i>

Contexte et Principaux résultats de la Conférence

La 2^{ème} conférence régionale du Projet labellisé par l'Union pour la Méditerranée intitulé Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée a été organisée le 5 et 6 décembre 2016 à Tunis-Tunisie par le Global Water Partnership- Mediterranean (GWP-Med) en étroite collaboration avec le Groupe d'Horizon 2020 relatif aux Investissements pour la Réduction et la Prévention de la Pollution (PRPI) et le processus de Plan d'Actions Nationaux (NAP). Il a réuni plus de 110 décideurs et représentants du gouvernement, de la société civile, des organisations internationales, des bailleurs de fond, des institutions financières et du secteur privé.

Plus précisément, la Conférence régionale:

- a pris en compte les résultats des dialogues sur les politiques de l'eau menés en Jordanie, en Tunisie et en Palestine depuis 2014 et a discuté les prochaines étapes jusqu'à la clôture du projet;
- a capitalisé sur le travail en cours du groupe PRPI pour encourager les projets et les investissements bancables dans les secteurs de l'eau et de l'environnement en Méditerranée;
- a partagé des expériences et des points de vue sur les PPP pour l'infrastructure de l'eau dans la région ainsi que d'autres options de financement telles que l'association des subventions, l'accès au financement du climat, le rôle des IFIs;
- a exploré les dimensions sociales des projets liés à l'eau, telles que la dimension de genre, le potentiel de la RSE, le rôle des acteurs et de la société civile en particulier;
- a fait le point sur les travaux en cours et les autres acteurs de la région et a exploré les synergies afin de renforcer l'impact et la diffusion des résultats sur le financement durable de l'infrastructure de l'eau, notamment par le biais de l'implication du secteur privé.

La Conférence a représenté une partie intégrante des activités du Projet régional Gouvernance et financement pour le secteur de l'eau en Méditerranée qui a été officiellement labellisé par l'UpM et est conjointement mis en œuvre par le Global Water Partnership- Mediterranean (GWP-Med) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE). L'événement a été organisé en étroite collaboration avec le Groupe d'Investissement pour la Réduction et Prévention de la Pollution H2020 et le processus NAP.

La Conférence a été soutenue par l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) et a été menée en partenariat stratégique avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le Programme FEM-PNUE/PAM MedPartnership et la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'UE (MED EUWI).

Les sessions de la Conférence ont eu lieu à l'hôtel Golden Tulip El Mechtel à Tunis. GWP-Med était le principal organisateur de l'événement. Les langues de travail de la Conférence étaient l'anglais, le français et l'arabe avec une interprétation simultanée.

Informations générales sur les Programmes co-organisateurs

Information sur la Gouvernance et le Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée

Le projet régional de la durée de quatre ans (2013-2017) vise à diagnostiquer les principaux goulets d'étranglement de la gouvernance pour mobiliser des financements par le biais des partenariats public-privé (PPP) pour le secteur de l'eau en Méditerranée et pour soutenir l'élaboration de plans d'action consensuels basés sur les bonnes pratiques internationales.

La labellisation officielle du Projet par l'Union pour la Méditerranée (UpM) en 2012 suite à son approbation par ses 43 membres, démontre un large soutien politique et une reconnaissance claire du potentiel du Projet de fournir des avantages concrets aux citoyens et à l'environnement en Méditerranée et contribuer à la stabilité régionale. Le Projet est mis en œuvre conjointement par le Global Water Partnership- Mediterranean (GWP-Med) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE).

Le partenariat stratégique avec l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) était important pour le lancement de la mise en œuvre de ce projet régional. Le soutien régulier au programme depuis 2009 par le FEM / PNUE-PAM MedPartnership et la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'Union Européenne (MED EUWI) a contribué à concrétiser la ligne de travail du projet et à le mettre en marche.

Avec la présence de plus d'une centaine d'intervenants, dont trois Ministres et un sous-ministre indiquant un fort soutien politique, le Projet Gouvernance et Financement du secteur de l'eau en Méditerranée a été officiellement lancé les 28 et 29 Mai 2013 au siège du Secrétariat de l'UpM à Barcelone, Espagne.

Au niveau national, les dialogues sur les politiques de l'eau ont été achevés en Jordanie (2013-2014), en Tunisie (2013-2014) et en Palestine (2014-2015). Les résultats tangibles de ces dialogues politiques multipartites sont l'élaboration de rapports nationaux adaptés aux pays sur les défis de la gouvernance à la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau. Ces rapports comprennent une analyse diagnostique des principaux goulets d'étranglement de la gouvernance à la participation du secteur privé (PPP) dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi que des recommandations politiques concrètes et un plan d'action consensuel pour les surmonter. Les dialogues sur les politiques

ont été développés grâce à l'interaction de travaux techniques solides et d'ateliers de consultation multipartite qui ont alimenté et orienté l'élaboration du travail d'analyse. En plus de la Jordanie, de la Tunisie et de la Palestine, l'Albanie, l'Égypte, le Liban et le Maroc ont fourni des lettres officielles de soutien pour participer à la réalisation d'un travail national similaire.

Au niveau régional, des événements transfrontaliers réguliers constituent une plate-forme pour l'échange d'expériences et de connaissances tout en présentant les résultats des travaux d'analyse menés au niveau national. La 1^{ère} Conférence régionale a eu lieu à Athènes, les 28 et 30 Octobre 2014, réunissant plus de 110 représentants de la Méditerranée et examinant les résultats des travaux menés en Jordanie et en Tunisie. La deuxième Conférence régionale a renforcé la plate-forme régionale informelle parmi les décideurs, les acteurs du secteur privé et les représentants de la société civile et contribué à la compilation d'un recueil de bonnes pratiques reproductibles, pertinent pour le contexte méditerranéen / MENA. Toutes les informations et les documents d'accompagnement concernant les composantes nationales et régionales du Projet sont disponibles sur le site dédié <http://www.gwp.org/governanceandfinancing>

Information sur le Groupe d'Horizon 2020 relatif aux Investissement pour la Réduction et la Prévention de la pollution (PRPI)

La réduction et le contrôle de la pollution de la mer Méditerranée ont été le fil conducteur du PNUE par le biais de son Plan d'Action pour la Méditerranée (PNUE-PAM) et une question clé de l'Initiative Horizon 2020 (H2020) dédiée aux pays du Sud. Le PNUE-PAM à travers son Programme MEDPOL a fourni des plans et des décisions régionaux juridiquement contraignants; établi les priorités et mis en place de cibles régionales de réduction de la pollution d'ici 2025; et est actuellement en train de superviser la mise à jour des Plans d'Action Nationaux (PAN) initialement conçus en 2005.

H2020 a pour objectif de s'attaquer à 80% de la pollution atteignant la mer d'ici 2020. Cette initiative est dirigée par la Commission Européenne et organisée à travers 3 composantes:

- (i) Le groupe d'Investissement pour la Réduction et la Prévention de la Pollution (PRPI), coprésidé par la BEI et le Secrétariat de l'UpM;
- (ii) Le groupe Renforcement de Capacités (RC);
- (iii) Le groupe Suivi et Monitoring (SM).

Le sous-groupe d'Investissement pour la Réduction et la Prévention de la Pollution (PRPI) constitué par les majeurs donateurs et institutions financières internationales, coprésidé par la BEI et l'UpM, est chargé d'identifier, de financer et de mettre en œuvre des projets d'investissement prioritaires. Plus précisément, le groupe vise à:

1. Mettre à jour les informations clés sur les Projets, prioriser et planifier les investissements nécessaires pour atteindre l'objectif global;
2. Préparer les projets d'investissement prioritaires (phares) nécessaires et, dans le processus, renforcer la capacité de préparation du projet. La labellisation UpM pourrait apporter une valeur ajoutée pour souligner des actions régionales spécifiques et exemplaires;
3. Assurer le financement et la mise en œuvre de ces projets. Un autre objectif horizontal serait d'assurer des synergies dans le cadre du Programme H2020, notamment à travers la gestion des connaissances et le transfert d'informations et / ou de technologies liées à l'investissement entre le PRPI et le renforcement des capacités, l'examen, le suivi et les composants de la recherche.

C'est dans le cadre de ce mandat que le groupe PRPI, composé des IFI et des bailleurs de fonds, du PNUE/PAM, de l'UE et de l'AEE, travaille sur le financement des investissements relatifs aux projets de dépollution, en mettant l'accent sur les projets qui apporteront les contributions et les impacts les plus importants vers la réalisation de la dépollution de la mer Méditerranée, la protection de l'environnement et le bien-être socioéconomique de la région, en mettant particulièrement l'accent sur les impacts transfrontaliers des Projets d'investissement et dans la mesure où les autorités gouvernementales et les parties prenantes concernées soutiennent la mise en œuvre du projet. Les progrès du programme MeHSIP (Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée) mené par la BEI et se concentrant sur 6 pays du sud de la Méditerranée présentent une contribution importante dans ce sens.

Points forts des sessions de la Conférence

Jour 1 – Lundi 5 Décembre 2016

09:00-10:00	Séance d'ouverture Allocutions d'ouverture <ul style="list-style-type: none">○ <i>Almotaz Abadi</i>, Secrétaire Général Adjoint, Division de l'Eau et de l'Environnement, Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM Sec)○ <i>Vangelis Constantianos</i>, Secrétaire Exécutif, Global Water Partnership – Mediterranean (GWP-Med) Discours d'ouverture <ul style="list-style-type: none">○ <i>S.E. Fredrik Floren</i>, Ambassadeur, Ambassade de Suède en Tunisie○ <i>S.E. Abdallah Rebhi</i>, Secrétaire d'Etat chargé des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Tunisie○ <i>Bruno Denis</i>, Chef de division, Opérations de Prêts dans les Pays Voisins de l'UE, Secteur Public Sud, Banque Européenne d'Investissement (BEI)○ <i>Marcos Martinez</i>, Spécialiste en PPP, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)
-------------	---

L'ouverture de haut niveau a été présidée par Almotaz Abadi, Directeur Général de la Division de l'Eau et de l'Environnement, Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée et Vangelis Constantianos, Secrétaire Exécutif, Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med).



De gauche à droite: S.E. Fredrik Floren, M. Almotaz Abadi, M. Vangelis Constantianos, S.E. Abdallah Rebhi

M. Abadi a souligné l'importance de la gouvernance et du financement du secteur de l'eau en Méditerranée et a réaffirmé le consensus politique du cadre de l'UpM sur ce projet. Il a également noté la nécessité de tels processus régionaux de dialogue comme rétroaction aux efforts en cours pour le développement du programme de l'UpM sur l'eau et comme catalyseur des synergies et des liens avec les agendas régionaux et mondiaux, y

compris les ODD et l'Accord de Paris. La bonne gouvernance est la pierre angulaire des investissements réussis dans le secteur de l'eau et de l'engagement efficace du secteur privé et d'autres parties prenantes. Il a conclu son intervention en partageant que la mise en œuvre du projet se poursuivra dans plus de pays

bénéficiaires tout au long de 2017 et une troisième Conférence régionale sera organisée vers la fin de l'année.

S.E. Fredrik Floren, Ambassadeur de Suède en Tunisie, a décrit les défis liés à l'eau dans la Région et a noté la nécessité d'une coopération régionale et d'une facilitation du dialogue régional par le biais de plates-formes appropriées et la mise en réseau. Il a déclaré que la Suède est heureuse de compter sur le GWP-Med, ce qui a permis d'étendre le dialogue et a promis que la Suède poursuivra son soutien à cet effort.

S.E. Abdallah Rebhi, Secrétaire d'Etat chargé des Ressources Hydrauliques et de la Pêche du Ministère Tunisien de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, a salué la réunion d'experts de l'eau et a noté l'augmentation de la demande d'eau dans la Région et l'importance de la gestion des eaux transfrontalières. Il a souligné que relever les défis pour l'agriculture dans la région MENA aride est vital pour le développement durable et que des nouvelles techniques de gestion de l'eau doivent être lancées. L'opinion publique doit être mobilisée, en particulier sur l'utilisation efficace de l'eau. La bonne gouvernance revêt une importance primordiale, y compris la coopération avec les autorités locales. Il a réitéré le soutien de la Tunisie au secteur, notant également que la nouvelle Constitution du pays met l'accent sur des éléments vitaux comme l'eau.

Bruno Denis, Chef de Division, opérations de prêt dans les pays voisins de l'UE, secteur public Sud, de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a souligné l'importance d'une bonne gouvernance de l'eau pour la croissance économique et la compétitivité.

Marcos Martinez, spécialiste du PPP de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), a exprimé la nécessité d'investissements plus durables dans les secteurs de l'eau et de l'environnement et le rôle des expériences existantes ainsi que le rôle des acteurs régionaux dans cet effort.

Vangelis Constantianos, Secrétaire Exécutif du Global Water Partnership - Mediterranean (GWP-Med) a mis fin à la session en précisant les raisons et les objectifs clés de la Conférence et en illustrant le rôle catalytique de la Suède, avec son paradigme positif dans la gestion de l'eau et la UpM en tant qu'institution unique en faveur de la coopération régionale, pour la mise en œuvre du Projet de gouvernance et de financement.

La coopération régionale et la facilitation du dialogue régional par le biais de plates-formes et de réseaux appropriés est essentielle pour relever les défis liés à l'eau dans la Région.

La Suède poursuivra son soutien à cet effort.

**S.E. Fredrik Floren, Ambassadeur,
Ambassade de Suède en Tunisie**

Session I

10:30 - 12:00	<p>Session I: Importance environnementale et socio-économique des investissements dans le secteur de l'eau pour la région Méditerranéenne</p> <p><u>Modérateur:</u> Vangelis Constantianos, Secrétaire Exécutif, GWP-Med</p> <p>Part I: Surmonter les goulets d'étranglement dans le Nexus gouvernance-financement pour le secteur de l'eau</p> <ul style="list-style-type: none">• Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée, Projet GWP-Med / OCDE: situation actuelle et résultats des dialogues politiques nationaux<ul style="list-style-type: none">○ Anthi Brouma, Chef de la région MENA, GWP-Med• Commentaires sur les processus de dialogue et les prochaines étapes<ul style="list-style-type: none">○ Atef Majdoub, Directeur Général de l'Unité de Suivi des Concessions, Présidence du Gouvernement, Tunisie○ Wael Elayyan, Directeur de la Direction des Finances et de la Coopération Internationale, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Jordanie○ Mohammad Al Hmadi, Directeur Général, Conseil du régulateur du secteur de l'eau (WSRC), Palestine <p>Partie II: Processus PAN (Plan d'Actions Nationaux) et implication en matière d'investissements</p> <ul style="list-style-type: none">• Mise en œuvre des PANs: la voie à suivre,<ul style="list-style-type: none">○ Samir Kaabi, Point Focal MED POL, Tunisie• Programme d'Investissement pour l'Élimination des Principales Sources de Pollution en Méditerranée (MeHSIP) & Analyse des PAN<ul style="list-style-type: none">○ Nick Marchesi and Souad Farsi, BEI / MeHSIP• Brèves interventions des pays<ul style="list-style-type: none">○ Mohamad Kabriti, Point Focal MED POL, Maroc○ Samir Kaabi, Point Focal MED POL, Tunisie <p>Discussion</p>
---------------	---

Au cours de la session I, la Conférence a fait le point sur les développements dans le cadre du Projet Gouvernance et financement du secteur de l'Eau en Méditerranée et des processus nationaux de dialogue politique ainsi que des développements récents dans le cadre du Programme d'action stratégique pour lutter contre la pollution due aux activités terrestres (SAP MED).



Vue d'ensemble de la Conférence

Anthi Brouma, chef de la Région MENA, GWP-Med, a donné un aperçu du Projet et des activités nationales et régionales depuis 2013. Elle s'est focalisée sur les dialogues relatifs aux politiques de l'eau qui ont eu lieu en Jordanie, en Tunisie et en Palestine et a fourni des informations sur l'interaction entre le travail technique et les processus de consultation

multipartite qui ont abouti à l'élaboration de rapports nationaux. En plus d'une section de diagnostic, les rapports comprenaient des recommandations et des plans d'action axés sur les pays qui se situaient généralement dans trois domaines thématiques, à savoir l'élaboration du cadre réglementaire, l'amélioration des processus budgétaires et la promotion et l'engagement des parties prenantes. Les prochaines étapes dans le cadre du projet jusqu'à sa finalisation d'ici la fin de 2017 comprennent un dialogue sur la politique de l'eau au Liban et une phase II du processus pertinent en Palestine.

Atef Majdoub, Directeur Général de l'Unité de Suivi des Concessions, Présidence du Gouvernement, Tunisie, a déclaré que des progrès ont été réalisés dans le PPP depuis 2014 avec une nouvelle loi sur les contrats PPP adoptée en 2015, suivie des décrets pertinents, alors que le cadre institutionnel est en ligne avec des normes internationales. Deux institutions pertinentes ont été créées, le Conseil stratégique qui élabore des stratégies et des politiques et l'Organisme général des PPP qui est chargé du suivi, des contrats, des statistiques, etc. Les principaux piliers des travaux à venir comprennent la communication et le renforcement des capacités des organismes publics tandis que deux PPP pilotes sont prévus dans le domaine des ressources en eau non conventionnelles.

Wael Elayyan, Directeur de la Direction des Finances et de la Coopération Internationale, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Jordanie, a déclaré que le Plan National de réforme est mis à jour avec un ensemble de politiques et de plans d'action pour chacun sur l'introduction du recouvrement des coûts pour l'eau, l'efficacité énergétique et l'utilisation de sources d'énergie renouvelables. La dimension énergétique de la gestion de l'eau en Jordanie est importante puisque 50% du coût de l'eau est lié à l'énergie. Il a également noté qu'il y a des coûts supplémentaires importants résultant de la mise en œuvre du Plan d'intervention de la Jordanie pour la crise des réfugiés syriens et que la Jordanie étant classée comme un pays de développement de niveau moyen, ceci affecte son accès général au financement.

Mohammad Al Hmaid, Directeur Général, Conseil du Régulateur du Secteur de l'Eau (WSRC), Palestine, a salué le projet en disant qu'il a été un outil et une orientation pour le Régulateur, avec beaucoup de recommandations du dialogue ayant été insérées dans le plan de travail du WSRC. Il a souligné les défis clés du secteur de l'eau en Palestine, le cadre institutionnel et les réformes récentes. Des règles de procédure, des rôles et des responsabilités ont été établis. Le droit tarifaire a été redéfini à l'aide d'un système comptable uniforme visant à un véritable recouvrement des coûts. Il a également présenté comment un «Service moderne» devrait opérer en fonction de la responsabilité, de la gouvernance d'entreprise et de l'orientation du marché.

Dans la deuxième partie de la session I, les points focaux nationaux du MEDPOL ont présenté des développements récents dans le cadre du SAP MED pour lutter contre la pollution et les représentants de

la BEI/ MeHSIP ont donné des exemples de projets pertinents dans la région et leurs avantages socio-économiques.

Samir Kaabi, le point focal MED POL en Tunisie, au nom du PNUE/ PAM a donné un aperçu du processus du PAN, de la Convention de Barcelone, du Protocole relatif à la pollution d'origine tellurique, du SAP MED et des PAN récemment mis à jour en 2015. Il a présenté les objectifs de réduction de la pollution ciblant la qualité de l'eau, les eaux usées, les déchets solides, les déchets marins et la pollution industrielle, ainsi que la portée des investissements pertinents dans la réhabilitation des points chauds, la réduction de la pollution industrielle et l'élimination des stocks polluants.

Nick Marchesi de la BEI / MeHSIP, a présenté les objectifs de l'initiative, notant que MeHSIP comble l'écart entre l'idée du Projet et les IFI. Il a donné des exemples de projets mis en œuvre et à venir dans la région et a noté qu'au niveau national, les pays discutent des mesures identifiées et encadrent les investissements. Il a souligné que la vérification de la réalité de tous les projets est essentielle. Les estimations de coûts doivent être revues dans la pratique, alors qu'une stratégie claire et un engagement des gouvernements sont nécessaires.

Samir Kaabi, Point Focal tunisien de MEDPOL, a déclaré qu'une évaluation du processus en Tunisie sera bientôt présentée. Il a noté que des Projets intégrés de lutte contre la pollution sont nécessaires, et que des dispositions institutionnelles appropriées sont cruciales pour la mise en œuvre des projets et que le coût résultant de la non-remise en état de la situation préexistante devrait également être pris en compte.

Mohamad Kabriti, Point Focal du MED POL, Maroc, a donné un aperçu des projets pertinents dans son pays de 2005 à 2015 et comment les mesures ont été présélectionnées et les investissements ont été identifiés en fonction de la nécessité de respecter les objectifs écologiques.

Au cours de la brève discussion qui a suivi, les échanges se sont concentrés sur les points d'apprentissage (en termes de succès et d'échecs) de la conduite des dialogues nationaux sur la Gouvernance et le Financement et de leur applicabilité potentielle dans plus de pays, alors que les questions sur la deuxième partie de la session tournaient vers le contexte du processus SAP MED et les spécificités des études de cas de la Tunisie et du Maroc.

Session II

12:00- 13:15	<p>Session II: Avantages socioéconomiques des investissements dans l'eau et l'environnement</p> <p><u>Modérateur:</u> <i>Guy Fleuret</i>, Directeur Général, Transports et urbanisme, UpM Sec</p> <ul style="list-style-type: none">• Cas d'affaires du Maroc et de la Tunisie<ul style="list-style-type: none">○ <i>Faouzi Ben Amor, Nick Marchesi and Souad Farsi, BEI</i>• Etude de Cas de H2020 : Méthodologie de sélection des projets phares<ul style="list-style-type: none">○ <i>Mohamad Kayyal, Conseiller en Environnement</i> <p>Discussion</p>
--------------	--

Faouzi Ben Amor et Souad Farsi de la BEI / MeHSIP, se sont concentrés sur deux exemples de Projets pertinents dans la région et leurs avantages socio-économiques. Avec la nouvelle station de traitement des eaux usées à Marrakech, la pollution des rivières a été réduite, des eaux supplémentaires sont disponibles, les émissions de GES sont réduites, le biogaz est en cours de production alors que les impacts positifs sont évidents dans la création d'emplois, la santé et le tourisme. La nouvelle usine de traitement des déchets solides en Tunisie a conduit à la fermeture des décharges, à la réduction des émissions de GES, à la diminution de la contamination des eaux souterraines, à la création d'emplois, aux revenus tirés des crédits carbone et à l'activité touristique accrue.

Mohamad Kayyal, conseiller en environnement, a commencé en notant que les Ministres de l'UpM ont mandaté l'identification de Projets phares qui répondent à des objectifs stratégiques et sont équilibrés sur le plan régional. La méthodologie de sélection de ces projets implique un processus en 3 étapes évaluant la pertinence environnementale et la valeur ajoutée du Projet, ses impacts transfrontaliers et les besoins et exigences des parties prenantes.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont noté que, pour que les Projets phares soient largement reconnus comme prioritaires, ils devraient être conçus conformément à la planification du développement national et aussi prendre en considération les résultats de la consultation publique avec les parties prenantes. Il a également été noté que même si les STEPs sont en effet des projets d'infrastructure essentiels, ces projets phares - bonnes pratiques devraient également être reproduits dans d'autres secteurs.

Session III

14:15-15:45	<p>Session III: PPP dans le secteur de l'eau <u>Modérateur:</u> <i>Almotaz Abadi, UpM Sec</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Discours principal sur l'état des PPP du secteur de l'eau dans la région méditerranéenne<ul style="list-style-type: none">○ <i>Koussai Quteishat, Ex-Secrétaire Général, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Royaume Hachémite de Jordanie</i>• Une approche structurée du processus de préparation des PPP pour les pouvoirs publics<ul style="list-style-type: none">○ <i>Elena Galan, BEI / EPEC</i>• PPP du secteur de l'eau dans la région MENA : Un alternative aux contrats traditionnels<ul style="list-style-type: none">○ <i>Marcos Martinez, Spécialiste PPP, EBRD</i> <p>Discussion</p>
-------------	---

La session III a commencé par un discours d'orientation sur le statut des PPP du secteur de l'eau dans la région méditerranéenne par Koussai Quteishat, ancien Secrétaire Général du Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Jordanie. Il a noté qu'à l'heure actuelle, presque tous les pays de la région ont ou préparent des lois sur le PPP, des unités de PPP et des capacités de structuration de projets avec de nombreux cas réussis sur le dessalement et l'énergie, en particulier dans les pays du Golfe. Il a distingué entre les projets PPP de reconstruction qui doivent avancer rapidement et les projets de développement nécessitant une bonne gouvernance. Il a souligné la gestion des boues comme un problème grave dans la région, qui constitue une opportunité d'investissement importante.

Marcos Martinez, spécialiste PPP de la BERD a décrit les caractéristiques essentielles du PPP. Il a présenté les principales contraintes pour les PPP dans la région, y compris la taille minimale élevée (> 100 mln €) des projets, le prix nominal élevé par rapport aux options traditionnelles, le besoin absolu de soutien politique et le nouveau paradigme de gestion publique. Il a mentionné qu'en moyenne, 1 -3 mln € sont nécessaires aux gouvernements pour la préparation des projets et contrairement à la conviction commune, le PPP tend à être plus coûteux que la méthodologie rapport qualité/prix (Value for Money) traditionnelle. Il a présenté deux cas de projets PPP financés par la BERD, la station d'épuration d'As-Samra en Jordanie et la nouvelle station de traitement du Caire en Égypte. Enfin, il a présenté comment la BERD fournit de la valeur grâce à la coopération technique, aux dialogues sur les politiques et aux instruments de financement.

Elena Galan, du BEI / Centre européen d'expertise PPP (EPEC) a décrit le cycle du projet PPP impliquant quatre phases (identification du projet, préparation détaillée, approvisionnement et mise en œuvre) et les principaux problèmes à considérer tout au long du cycle (respect des exigences, viabilité commerciale, gestion, accessibilité et viabilité économique). Elle a ensuite présenté l'outil EPEC PPP, outil de préparation de Projet, un fichier Excel avec un questionnaire d'auto-vérification pour évaluer l'état de préparation,

ainsi que l'initiative MED 5P de l'UE, un centre consultatif pour soutenir la préparation, l'approvisionnement et la mise en œuvre des PPP.

Au cours de la discussion qui a suivi, des demandes d'information ont été formulés sur l'éligibilité de certains pays dans le cadre de l'Initiative MED 5P, alors que des questions ont été soulevées quant aux raisons qui empêchent la région MENA de se lancer dans la mise en œuvre des modalités PPP dans le secteur de l'eau.

Session IV

16:00–17:30	<p>Session IV: Considérer les aspects sociaux des investissements, y compris à travers la Participation du Secteur Privé (PSP)</p> <p><u>Modérateur:</u> <i>Sarra Touzi</i>, Chargée de Programme Senior, GWP-Med</p> <ul style="list-style-type: none">• Aspects sociaux des investissements: pourquoi et comment<ul style="list-style-type: none">○ <i>Niclas Ihren</i>, Expert en RSE, Matters Group• L'Intégrité de l'eau, pierre angulaire de la bonne gouvernance - Opportunités dans la région MENA<ul style="list-style-type: none">○ <i>James Leten</i>, Chef de projet, Renforcement des capacités en matière d'intégrité de l'eau pour la région MENA, Institut International de l'Eau de Stockholm (SIWI)• Dialogue des parties prenantes dans la gouvernance et la gestion de l'eau<ul style="list-style-type: none">○ <i>Essam Nada</i>, Directeur Exécutif, Réseau Arabe pour l'Environnement et le Développement (RAED)• Genre, gestion de l'eau et femmes rurales<ul style="list-style-type: none">○ <i>Boutheina Gribaa</i>, Coordinatrice de projets chez CAWTAR (Centre des Femmes Arabes pour la Formation et la Recherche) <p>Discussion</p>
-------------	--

Niclas Ihren, expert en RSE, a noté que la RSE concerne la création de valeur autre que le profit, la valeur pour la société, mais en même temps la création également d'une valeur financière. Il a recommandé que les gouvernements poussent à une sensibilisation accrue et à une réglementation appropriée, et que les entreprises réalisent les avantages de la proactivité, y compris la réputation et les coûts dans le domaine de la RSE. En ce qui concerne les acteurs sociaux de PSP, il a souligné que l'égalité entre les sexes n'est pas seulement correcte mais aussi efficace. Le genre peut être intégré grâce à l'inclusion d'un large éventail de connaissances dans le processus de planification, en respectant les conditions requises dans les termes de référence et en surveillant la délivrance.

James Leten, responsable de Projet, Renforcement des Capacités en matière d'intégrité de l'eau pour la région MENA, SIWI, a souligné que l'intégrité de l'eau est une pierre angulaire de la bonne gouvernance, respectant les principes de transparence, responsabilité et participation et basé sur les valeurs de

l'honnêteté, de l'équité et du professionnalisme. La corruption a un impact significatif sur l'équité sociale, la santé, les moyens de subsistance, la durabilité et l'efficacité. Il a également souligné le coût élevé des pratiques non éthiques. Une bonne gestion apporte une utilisation plus efficace de l'argent, ce qui conduit à de meilleures performances et à des coûts et des risques réduits.

Essam Nada, Directeur Général, RAED a noté que la crise de l'eau est principalement une crise de gouvernance. Il a décrit comme des défis pour une gouvernance efficace la mise en équilibre des multiples utilisations de l'eau, la réalisation de l'équité dans l'eau, la résolution des conflits liés à l'eau, l'adoption de l'approche Nexus, la dégradation de l'environnement et la privatisation. Pour assurer une gouvernance efficace, nous avons besoin de participation, transparence, équité, responsabilité, cohérence, réactivité, intégration et éthique.

Boutheina Gribaa, coordinatrice de Projet, CAWTAR, a présenté la stratégie de genre de l'organisation, qui vise à permettre aux femmes de jouir pleinement de leurs droits socio-économiques et politiques, y compris l'accès à l'eau et à d'autres ressources. En utilisant les exemples des Projets GEWAMED et AQUASTAT, elle a parlé des défis liés à la gestion de l'eau pour les femmes rurales soulignant qu'il est impératif d'encourager l'autonomisation des femmes en identifiant d'abord leurs besoins et en valorisant leurs connaissances. Elle a identifié les problèmes de l'accès limité des femmes à l'information et le manque de données statistiques ventilées par sexe, tout en soulignant que la participation demeure la pierre angulaire de l'effort général.

Au cours de la discussion qui a suivi, des questions ont été soulevées quant à la nature de PPPs et si elle peut être philanthropique en plus de l'orientation axée sur le profit, il a également été noté que les régulateurs pourraient être plus activement impliqués dans l'intégration de la dimension genre. En outre, les commentaires des participants ont mis en évidence qu'une entité régionale indépendante fournissant un soutien et une orientation pertinents serait un mécanisme utile dans la région MENA pour promouvoir le PPP dans le financement durable des services de l'eau.

JOUR 2 – Mardi 6 Décembre 2016

09:00-09:30	<p>Session de haut niveau</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ S.E. Mohamed Abdallahi Ould Oudaa, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Mauritanie ○ Miguel García-Herraiz, Secrétaire Général Adjoint, Eau et environnement, Secrétariat de l'UpM
-------------	---



De gauche à droite: M. Vangelis Constantianos, M. Miguel García-Herraiz, S.E. Mohamed Abdallahi Ould Oudaa

Le deuxième jour de la Conférence a commencé par de brèves remarques de haut niveau de S.E. le Ministre mauritanien de l'Hydraulique et de l'Assainissement et le Secrétaire Général Adjoint de la Division de l'Eau et de l'Environnement de l'UpM. S.E. Mr Mohamed Abdallahi Ould Oudaa a souligné la valeur de l'eau dans les zones arides et la fonctionnalité des Programmes structurels connexes. M. Miguel García-Herraiz a souligné le rôle de la coopération régionale par le biais

de Projets ciblés pour assurer une bonne gouvernance de l'eau aux niveaux national et régional et a souligné le soutien résolu de l'UpM dans cette direction.

Session V

09:30-11:00	<p>Session V: Les approches des Institutions Financières Internationales pour le financement de la dette et le mixage de subventions pour les investissements dans l'eau</p> <p><u>Modérateur:</u> Miguel García-Herraiz, Secrétaire Général Adjoint, Eau et environnement, Secrétariat de l'UpM</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approche de la BEI pour le financement de la dette et le mixage des subventions pour les investissements dans l'eau <ul style="list-style-type: none"> ○ Bruno Denis, Chef de division, Opérations de Prêt dans les Pays Voisins de l'UE, Secteur Public Sud, Banque Européenne d'Investissement (BEI) • Mixage de subventions <ul style="list-style-type: none"> ○ Koussai Quteishat, Ex-Secrétaire Général, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Royaume Hachémite de Jordanie <p>Discussion</p>
-------------	---

Bruno Denis, Chef de Division, Opérations de Prêt dans les Pays Voisins de l'UE, Secteur Public Sud, Banque Européenne d'Investissement (BEI) a commencé par présenter la BEI et ses activités dans le Sud, où les objectifs incluent le développement de l'infrastructure économique et sociale, le développement du secteur privé et l'action sur le changement climatique, qui sont tous pertinents pour le secteur de l'eau. Il a ensuite présenté les études de cas du système d'eau Wadi Al Arab en Jordanie et du Projet Depolmed en Tunisie.

Koussai Quteishat, ancien Secrétaire Général, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Jordanie, a décrit le principe de mixage de financement qui combine des subventions avec des prêts ou des fonds propres de financements publics et privés. Il a noté que la raison d'être principale du mixage de financement est de déplacer le profil risque-retour d'investissement en fournissant un capital flexible et des termes favorables pour surmonter le problème des faibles rendements par rapport aux risques élevés et perçus qui limitent l'investissement privé. Il a ensuite élaboré sur le cadre et les avantages d'un projet BOT avec une composante de subvention, en mentionnant le cas de la station d'épuration des eaux usées de As-Samra en Jordanie.

Au cours de la discussion qui a suivi, le potentiel de mixage a été félicité alors que des questions ont été soulevées pour savoir si le recouvrement intégral des coûts est une option réaliste ou une combinaison avec des subventions devraient être optée à la place. La question des avantages des incitations fiscales a été mentionnée. La valeur de préciser les coûts opérationnels PPP comme objectifs et de documenter le processus de développement du projet a également été accentuée.

Session VI – Partie I

11:30-13:00	<p>Session VI: Nouveaux mécanismes de financement pour des investissements durables dans l'eau – Partie I</p> <p><u>Modérateurs:</u> <i>Tassos Krommydas</i>, Chargé de Programmes Senior, GWP-Med & <i>Gilles Berhault</i>, Conseiller Spécial MedCoP</p> <ul style="list-style-type: none">• BEI et action climat: opportunités de financement du secteur de l'eau dans la région MED<ul style="list-style-type: none">○ <i>Monica Scatasta</i>, Chef de l'Environnement, du Climat et de la Politique sociale, BEI (via vidéoconférence)• Financement climat: l'expérience de l'OSS<ul style="list-style-type: none">○ <i>Khaoula Jaoui</i>, Experte en Ecosystèmes et Gestion des Ressources Naturelles, Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)• Intégrer l'atténuation et l'adaptation dans les projets d'investissement<ul style="list-style-type: none">○ <i>Mohamad Kayyal</i>, Conseiller en Environnement <p>Discussion</p>
-------------	--

Monica Scatata, Chef de l'Environnement, du Climat et de la Politique sociale, BEI a parlé par vidéoconférence. Elle a noté que la BEI est le plus grand bailleur de fonds multilatéral pour le climat au monde, prêtant également au pays n'appartenant pas à l'UE avec 25% du financement total alloué aux actions climatiques, avec un objectif de 35% d'ici 2020. En plus, la BEI a une stratégie pour renforcer l'impact, la résilience climatique et intégrer les considérations climatiques. Elle a également noté que la crédibilité est essentielle, en particulier dans la région méditerranéenne / MENA. Pour la BEI, l'eau est de plus en plus un focus avec des priorités pour renforcer la sécurité hydrique, améliorer l'eau urbaine et augmenter la productivité agricole. La BEI a l'intention de soutenir la préparation et la mise en œuvre des PAN et des CPDN dans la région à travers l'initiative CAMENA.

Khaoula Jaoui, Experte en Ecosystèmes et Gestion des Ressources Naturelles, Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS), a partagé l'expérience de son organisation en matière d'obtention d'accréditation au Fonds d'Adaptation (FA) en 2013 en tant qu'agence d'exécution régionale. Elle a noté que de nouvelles procédures internes et de nombreux documents sont nécessaires pour se conformer aux exigences administratives du FA. L'OSS s'attend à être également accrédité au Fonds vert pour le climat prochainement. Les procédures d'accréditation peuvent sembler complexes, longues et coûteuses, en particulier pour les pays qui ont le plus besoin de financement, mais sont bénéfiques à la fin. Elle a ensuite décrit le processus et les résultats d'un Projet en Ouganda sur le renforcement de la résilience de la communauté aux changements climatiques grâce à une gestion intégrée des bassins hydrographiques.

Mohamad Kayyal, conseiller en environnement, a présenté comment l'atténuation et l'adaptation diffèrent en termes d'échelle spatiale et temporelle et que les avantages sont difficiles à quantifier dans l'adaptation où une grande variété d'acteurs est impliquée. Il a souligné la nécessité d'intégrer, les politiques climatiques dans la planification du développement sectoriel. Il a ensuite expliqué comment les mesures d'atténuation et d'adaptation étaient intégrées dans le cadre du Projet station de traitement des eaux usées au Monténégro.

Au cours de la discussion qui a suivi, les participants ont échangé des points de vue sur les particularités de ce qui constitue l'intégration des considérations climatiques dans les politiques et les plans de développement, ainsi que sur les implications que l'accord de Paris pourrait avoir sur les priorités et les options de gestion des ressources en eau.

Session VI – Partie II

14:00- 15:30	<p>Session VI: Nouveaux mécanismes de financement pour des investissements durables dans l'eau – Partie II</p> <p><u>Moderators:</u> <i>Guy Fleuret</i>, UpM Sec & <i>Anthi Brouma</i>, GWP-Med</p> <ul style="list-style-type: none">• Impliquer le secteur privé dans le financement de l'Objectif 6 des Objectifs du Développement Durable<ul style="list-style-type: none">○ <i>Ivan Draganic</i>, Ex-responsable de la Global Water Solidarity, UNDP
--------------	--

	<ul style="list-style-type: none">• Perspectives du secteur bancaire: Incitatifs nationaux à l'énergie et à l'environnement<ul style="list-style-type: none">○ <i>Mario Houry</i>, Chef de division, Unité de financement, Banque Centrale du Liban• L'expérience de la CONECT en Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)<ul style="list-style-type: none">○ <i>Douja Ben Mahmoud Gharbi</i>, Première Vice-Présidente de la CONECT et Responsable du programme RSE• Possibilités de RSE pour la gestion des ressources en eau non conventionnelles : cas des îles méditerranéennes<ul style="list-style-type: none">○ <i>Konstantina Toli</i>, Senior Programme Officer, GWP-Med <p>Discussion</p>
--	--

Ivan Draganic, ancien Directeur de la Solidarité Mondiale de l'Eau, PNUD, a présenté l'expérience et les leçons tirées d'exemples de jumelage entre municipalités, un mécanisme actif depuis 20 ans. Il a souligné la nécessité d'établir des liens entre les objectifs des ODDs pour l'intégration des politiques ainsi que la nécessité de compter sur les organisations régionales, en se référant à GWP-Med comme exemple.

Mario Houry, Chef de division, Unité de financement, Banque Centrale du Liban a présenté en détail les deux initiatives écologiques de la Banque, la NEEREA (Action nationale pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables) et les mécanismes LEA (Action libanaise pour l'environnement). Dans le cadre de la première initiative, des prêts subventionnés ont été accordés pour les systèmes photovoltaïques, les chauffe-eau solaires, l'éclairage LED et d'autres technologies énergétiques, ce qui a entraîné la création de plus de 10 000 emplois directs et indirects. Dans le cadre de LEA, les projets sont financés dans des secteurs tels que le recyclage, le paysage, l'agriculture biologique, le revêtement de pierres, le carrelage de toits.

Douja Ben Mahmoud Gharbi, Première Vice-Présidente et Responsable du Programme RSE de la CONECT, a présenté le rôle et la vision de la Confédération, ainsi que les critères de labellisation de la RSE en Tunisie. Elle a noté que le défi consiste à assurer le financement des investissements dans le développement durable et à encourager les entreprises à investir dans l'entrepreneuriat vert.

Konstantina Toli, Chargée de Programmes Senior au GWP-Med, a d'abord montré une vidéo mettant en évidence les résultats du Programme des ressources en eau non conventionnelles en Méditerranée. Elle a ensuite présenté des projets de démonstration dans le cadre du Programme impliquant l'installation de systèmes innovants ou traditionnels de collecte et recyclage des eaux pluviales et les systèmes de recyclage des eaux grises dans les bâtiments publics. Le Programme comprend également des activités d'éducation, de formation et de sensibilisation.

Lors de la discussion qui a suivi les présentations, les participants ont soulevé la question du changement de comportement en matière d'utilisation de ressources en eau non conventionnelles, des questions

étaient posées également sur les spécificités et la possible réplique de la pratique de la Banque Centrale Libanaise. En outre, des liens ont été établis entre l'assistance technique informelle et les Projets bancables, des suggestions ont été faites sur l'utilisation de l'approche territoriale pour l'exécution de la mise en œuvre des ODDs.

Séance de clôture

16:00-17:00	<p>Séance de clôture: Vers une Plateforme Régionale pour la PSP dans le secteur de l'eau en Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none">• Interventions par<ul style="list-style-type: none">○ <i>Fadi Comair</i>, Directeur Général des Ressources Hydrauliques et Électriques, Ministère de l'Énergie et de l'Eau, Liban○ <i>Iakovos Gkanoulis</i>, Secrétaire Spécial pour l'Eau, Ministère de l'Environnement et de l'Energie, République Hellénique• Résumé des principaux points soulevés et des prochaines étapes <i>Anthi Brouma</i>, GWP-Med & <i>Guy Fleuret</i>, UpM Sec• Conclusions pour le financement de l'infrastructure de l'eau et de l'environnement dans la région<ul style="list-style-type: none">○ <i>Souad Farsi</i>, Analyste en Gestion de Programmes, MeHSIP, BEI○ <i>Marie-Alexandra Veilleux-Laborie</i>, Chef de Bureau en Tunisie, BERD○ <i>Vangelis Constantianos</i>, Secrétaire Exécutif, GWP-Med○ <i>Miguel García-Herraiz</i>, Secrétaire Général Adjoint, Division de l'Eau et de l'Environnement, Secrétariat de l'UpM
-------------	--

La séance de clôture de la Conférence a commencé avec de brèves interventions de représentants gouvernementaux du Liban et de la Grèce.

Fadi Comair, Directeur Général des Ressources Hydrauliques et Électriques, Ministère de l'Eau et de l'Énergie, Liban, a donné un aperçu des défis liés à l'eau dans son pays et des prochaines étapes prévues, en réaffirmant l'engagement du Ministère dans le dialogue national qui sera lancé prochainement dans le pays dans le cadre du projet labellisé par l'UpM.

Iakovos Gkanoulis, Secrétaire Spécial pour l'Eau, Ministère de l'Environnement et de l'Energie, République Hellénique, a présenté un exposé sur le cadre administratif de la gouvernance de l'eau en Grèce et des développements récents concernant la mise en œuvre de directives communautaires liées à l'eau.

Lors d'une intervention ad-hoc, Arben Pambuku, Directeur des Politiques des ressources en eau au Ministère albanais de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Administration de l'Eau, a déclaré l'intérêt de son pays à être inclus dans la prochaine phase de travail.



De gauche à droite: M. Gkanoulis, Mme Farsi, M. Konstantianos, M. García-Herraiz, Mme Veilleux-Laborie, M. Fleuret, Mme Brouma

Par la suite, Anthi Brouma du GWP-Med et Guy Fleuret du Secrétariat de l'UpM ont fourni un résumé des principaux points soulevés lors de la Conférence. Pour une participation efficace du secteur privé - distincte des processus de privatisation - nous avons besoin d'une réglementation, d'une responsabilité, d'une viabilité budgétaire et d'une participation efficaces des parties prenantes.

L'environnement propice devrait être conçu en tenant compte des contextes nationaux et régionaux et être favorable aux pauvres et socialement sensible. Les synergies entre les financiers doivent être maximisées dans le financement de projets pour renforcer le potentiel de mixage. Les cas réussis présentant un potentiel de répliquabilité doivent être collectés et partagés et les mauvaises pratiques sont à éviter. Il est important de renforcer les liens entre les stratégies nationales de l'eau et le processus de mise en œuvre des ODDs. Les pays doivent capitaliser sur les mécanismes de financement existants et émergents, y compris les engagements croissants en faveur de l'action climatique des institutions financières (y compris l'assistance pour accéder aux opportunités de financement) et les sources de financement non conventionnelles par le biais du micro-financement, du secteur bancaire, des compagnies d'assurance, etc.

Les travaux de la Conférence ont pris fin avec des remarques de clôture des représentants des principaux partenaires à la Conférence.

Souad Farsi de la BEI a noté que, pour une mise en œuvre rapide sur le terrain, une idée claire du Projet avec le soutien politique des Ministères de l'Environnement et des Finances est fortement recommandée, ainsi que l'utilisation de repères appropriés et un aperçu clair de la manière dont les processus en cours se développent.

Marie-Alexandra Veilleux-Laborie, chef de bureau, Tunisie, BERD, a fait référence au dialogue tunisien dans le cadre du Projet de Gouvernance et de Financement et a déclaré que la Banque avait lancé 2 nouveaux Projets dans le pays et a noté que la situation générale de détérioration a exercé une pression sur l'Office National de l'Assainissement et la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux

Vangelis Constantianos du GWP-Med a rappelé la perspective de la «tragédie des biens communs» et comment elle peut être pertinente pour discuter les politiques de l'eau dans la Région. Il a également noté

que les principaux défis émergents liés à l'eau pour la région incluent, entre autres, l'adoption de l'approche Nexus et le rôle du secteur de l'eau dans le traitement de l'emploi et des pressions migratoires.

Miguel García-Herraiz, du Secrétariat de l'UpM, a présenté les développements récents dans le Programme de l'Eau de l'UpM, il a souligné la valeur d'avoir une stratégie de financement concrète pour la région et a noté que la bonne gouvernance est essentielle à la durabilité.

Les partenaires institutionnels des deux initiatives de co-organisation ont reconfirmé leur engagement pour continuer à travailler activement à la fois avec les pays et au niveau régional pour parvenir à un financement durable des Projets relatifs à l'eau et à l'environnement.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE I - Agenda

ANNEXE II - Liste des participants

ANNEXE III - Background Note

ANNEXE I - Agenda de la Conférence (AN & FR)

2nd UfM Regional Conference of Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector

Project labelled under the Union for the Mediterranean

*Conference co-organised with the H2020 Pollution Reduction & Prevention
Investment Group (& National Action Plan process)*

5-6 December 2016

Tunis, Tunisia

Venue: Golden Tulip El Mechtel Hotel

Agenda

DAY 1 – Monday, 5 December 2016	
08:30–09:00	Registration
09:00-10:00	Opening Session Welcome <ul style="list-style-type: none">○ <i>Almotaz Abadi</i>, Managing Director, Water and Environment Division, Union for the Mediterranean Secretariat (UfM Sec)○ <i>Vangelis Constantianos</i>, Executive Secretary, Global Water Partnership – Mediterranean (GWP-Med) Opening Statements <ul style="list-style-type: none">○ <i>H.E. Fredrik Floren</i>, Ambassador, Embassy of Sweden in Tunisia○ <i>H.E. Abdallah Rebhi</i>, State Secretary in charge of Hydraulic Resources and Fishery, Ministry of Agriculture, Water Resources and Fishery, Tunisia○ <i>Bruno Denis</i>, Head of Division, Lending Operations in EU Neighbouring Countries, Public Sector South, European Investment Bank (EIB)○ <i>Marcos Martinez</i>, PPP Specialist, European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)
10:00- 10:30	Coffee Break
10:30 - 12:00	Session I: The Environmental and Socio-Economic Importance of Water Investments for the Mediterranean Region <u>Moderator:</u> <i>Vangelis Constantianos</i> , Executive Secretary, GWP-Med <i>Part I: Addressing the bottlenecks in the governance-financing nexus for the water sector</i> <ul style="list-style-type: none">• Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector GWP-Med/OECD project: current status & findings from the National Policy Dialogues

	<ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Anthi Brouma</i>, Head of MENA Region, GWP-Med ● Commentary on the Dialogue processes and next steps <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Atef Majdoub</i>, General Director of the Concession Monitoring Unit, Presidency of the Government, Tunisia ○ <i>Wael Elayyan</i>, Manager of Finance & International Cooperation Directorate, Ministry of Water & Irrigation, Jordan ○ <i>Mohammad Al Hmaid</i>, Chief Executive Officer, Water Sector Regulator Council (WSRC), Palestine <p>Part II: National Action Plan (NAP) process and investment implication</p> <ul style="list-style-type: none"> ● NAP Implementation: Way forward <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Samir Kaabi</i>, MED POL Focal Point, Tunisia ● Mediterranean Hot Spots Investment Programme (MeHSIP) & NAP Analysis <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Nick Marchesi and Souad Farsi</i>, EIB / MeHSIP ● Brief country interventions <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Mohamad Kabriti</i>, MED POL Focal Point, Morocco ○ <i>Samir Kaabi</i>, MED POL Focal Point, Tunisia <p>Discussion</p>
12:00- 13:15	<p>Session II: Socio-economic Benefits from Water and Environmental investments Moderator: <i>Guy Fleuret</i>, Managing Director, Transport and Urban Development, UfM Sec</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Business cases from Morocco and Tunisia <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Faouzi Ben Amor, Nick Marchesi and Souad Farsi</i>, EIB/MeHSIP ● Cases from H2020: Methodology for selecting flagship projects <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Mohamad Kayyal</i>, Environmental Consultant <p>Discussion</p>
13:15-14:15	Lunch
14:15-15:45	<p>Session III: PPPs in the Water Sector Moderator: <i>Almotaz Abadi</i>, UfM Sec</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Keynote on the status of water PPP in the Mediterranean Region <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Koussai Quteishat, former Secretary General, Ministry of Water and Irrigation, Hashemite Kingdom of Jordan</i> ● A structured approach to the PPP project preparation process for public authorities <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Elena Galan, EIB / EPEC</i> ● Water PPPs in the MENA Region: An alternative to traditional procurement <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Marcos Martinez, PPP Specialist, EBRD</i> <p>Discussion</p>
15:45- 16.00	Coffee Break
16:00–17:30	<p>Session IV: Addressing the social aspects of investments, including through PSP Moderator: <i>Sarra Touzi</i>, Senior Programme Officer, GWP-Med</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Social aspects of investments: The why and how

	<ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Niclas Ihren</i>, CSR Expert, Matters Group • Water Integrity, cornerstone to good governance – Opportunities in the MENA region <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>James Leten</i>, Project Manager, Water Integrity Capacity Building for the MENA, Stockholm International Water Institute (SIWI) • Stakeholders' Dialogue in Water Governance and Management <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Essam Nada</i>, Executive Director, Arab Network Arab Network for Environment and Development (RAED) • Gender, Water Management and Rural Women <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Boutheina Gribaa</i>, Project Coordinator, Centre of Arab Women for Training & Research (CAWTAR) <p>Discussion</p>
20:00	Dinner
DAY 2 – Tuesday, 6 December 2016	
09:00-09:30	<p>High Level Session</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>H.E. Mohamed Abdallahi Ould Oudaa</i>, Minister of Hydraulics and Sanitation, Mauritania ○ <i>Miguel García-Herraiz</i>, Deputy Secretary General, Water & Environment, UfM Sec
09:30-11:00	<p>Session V: IFI approaches to debt financing and grant blending for water investments Moderator: <i>Miguel García-Herraiz</i>, Deputy Secretary General, Water & Environment, UfM Sec</p> <ul style="list-style-type: none"> • EIB approach to debt financing and grant blending for water investments <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Bruno Denis</i>, Head of Division, Lending Operations in EU Neighbouring Countries, Public Sector South, EIB • Grant blending <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Koussai Quteishat</i>, former Secretary General, Ministry of Water and Irrigation, Jordan <p>Discussion</p>
11:00-11:30	Coffee Break
11:30-13:00	<p>Session VI: Emerging financing mechanisms for sustainable water investments – Part I Moderators: <i>Tassos Krommydas</i>, Senior Programme Officer, GWP-Med & <i>Gilles Berhault</i>, Special Advisor MedCoP</p> <ul style="list-style-type: none"> • EIB and climate action: Opportunities for financing the water sector in the MED region <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Monica Scatasta</i>, Head of Environment, Climate and Social Policy, EIB (via video conference) • Climate Financing: the OSS experience <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Khaoula Jaoui</i>, Expert in Ecosystems and Natural Resource Management, Sahara and Sahel Observatory (OSS) • Integrating mitigation and adaptation in investment projects <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Mohamad Kayyal</i>, Environmental Consultant <p>Discussion</p>
13:00-14:00	Lunch

14:00- 15:30	<p>Session VI: Emerging financing mechanisms for sustainable water investments - Part II <u>Moderators: Guy Fleuret, UfM Sec & Anthi Brouma, GWP-Med</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Involving the private sector in financing Goal 6 of the Sustainable Development Goals <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Ivan Draganic</i>, former Global Water Solidarity Manager, UNDP • Insights from the Banking Sector: National Energy & Environmental Incentives <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Mario Khoury</i>, Head of Division, Financing Unit, Central Bank of Lebanon • The experience of CONECT on Corporate Social Responsibility (CSR) <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Douja Ben Mahmoud Gharbi</i>, First Vice President and Head of CSR Program at CONECT • CSR opportunities for Non-Conventional Water Resources Management: cases from Mediterranean Islands <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Konstantina Toli</i>, Senior Programme Officer, GWP-Med <p>Discussion</p>
15:30-16:00	<p>Coffee Break</p>
16:00-17:00	<p>Closing Session: towards a Regional Platform for Water PSP in the Mediterranean</p> <ul style="list-style-type: none"> • Interventions by <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Fadi Comair</i>, Director General of Hydraulic and Electric Resources, Ministry of Water and Energy, Lebanon ○ <i>Iakovos Gkanoulis</i>, Special Secretary for Water, Ministry of Environment and Energy, Hellenic Republic • Summary of key points raised & next steps <i>Anthi Brouma, GWP-Med & Guy Fleuret, UfM Sec</i> • Conclusions for financing water & environment infrastructure in the region <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Souad Farsi</i>, Programme Management Analyst, MeHSIP, EIB ○ <i>Marie-Alexandra Veilleux-Laborie</i>, Head of Country, Tunisia, EBRD ○ <i>Vangelis Constantianos</i>, Executive Secretary, GWP-Med ○ <i>Miguel García-Herraiz</i>, Deputy Secretary General, Water and Environment Division, UfM Sec
<p>End of the Conference</p>	

2ème Conférence Régionale de l'UpM sur la Gouvernance et le Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée

Projet labellisé sous l'Union pour la Méditerranée

*Conférence co-organisée avec le Groupe d'Investissement pour la Réduction et Prévention de
la Pollution (& processus NAP)*

5-6 Décembre 2016, Tunis, Tunisie

Lieu: Hôtel Golden Tulip El Mechtel

Ordre du jour

JOUR 1 - Lundi 5 Décembre 2016	
08:30–09:00	Enregistrement
09:00-10:00	Séance d'ouverture Allocutions d'ouverture <ul style="list-style-type: none">○ <i>Almotaz Abadi</i>, Secrétaire Général Adjoint, Division de l'Eau et de l'Environnement, Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM Sec)○ <i>Vangelis Constantianos</i>, Secrétaire Exécutif, Global Water Partnership – Mediterranean (GWP-Med) Déclarations d'ouverture <ul style="list-style-type: none">○ <i>S.E. Fredrik Floren</i>, Ambassadeur, Ambassade de Suède en Tunisie○ <i>S.E. Abdallah Rebhi</i>, Secrétaire d'Etat chargé des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Tunisie○ <i>Bruno Denis</i>, Chef de division, Opérations de Prêts dans les Pays Voisins de l'UE, Secteur Public Sud, Banque Européenne d'Investissement (BEI)○ <i>Marcos Martinez</i>, Spécialiste PPP, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)
10:00- 10:30	Pause-café
10:30 - 12:00	Session I: Importance environnementale et socio-économique des investissements dans le secteur de l'eau pour la région Méditerranéenne <u>Modérateur:</u> <i>Vangelis Constantianos</i> , Secrétaire Exécutif, GWP-Med <i>Part I: Surmonter les goulets d'étranglement dans le Nexus gouvernance-financement pour le secteur de l'eau</i> <ul style="list-style-type: none">• Gouvernance et financement du secteur de l'eau en Méditerranée, Projet GWP-Med / OCDE: situation actuelle et résultats des dialogues politiques nationaux<ul style="list-style-type: none">○ <i>Anthi Brouma</i>, Chef de la région MENA, GWP-Med• Commentaires sur les processus de dialogue et les prochaines étapes

	<ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Atef Majdoub</i>, Directeur Général de l'Unité de Suivi des Concessions, Présidence du Gouvernement, Tunisie ○ <i>Wael Elayyan</i>, Directeur de la Direction des Finances et de la Coopération Internationale, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Jordanie ○ <i>Mohammad Al Hmaid</i>, Directeur Général, Conseil du régulateur du secteur de l'eau (WSRC), Palestine <p>Partie II: Processus PAN (Plan d'Actions Nationaux) et implication en matière d'investissements</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Mise en œuvre des PANs: la voie à suivre, <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Samir Kaabi</i>, Point Focal MED POL, Tunisie ● Programme d'Investissement pour l'Élimination des Principales Sources de Pollution en Méditerranée (MeHSIP) & Analyse des PAN <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Nick Marchesi and Souad Farsi</i>, BEI / MeHSIP ● Brèves interventions des pays <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Mohamad Kabriti</i>, Point Focal MED POL, Maroc ○ <i>Samir Kaabi</i>, Point Focal MED POL, Tunisie <p>Discussion</p>
12:00- 13:15	<p>Session II: Avantages socioéconomiques des investissements dans l'eau et l'environnement <u>Modérateur</u>: <i>Guy Fleuret</i>, Directeur Général, Transports et urbanisme, UpM Sec</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Cas d'affaires du Maroc et de la Tunisie <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Faouzi Ben Amor, Nick Marchesi and Souad Farsi</i>, BEI ● Cas d'affaires de H2020 : Méthodologie de sélection des projets phares <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Mohamad Kayyal</i>, Conseiller en Environnement <p>Discussion</p>
13:15-14:15	Déjeuner
14:15-15:45	<p>Session III: PPP dans le secteur de l'eau <u>Modérateur</u>: <i>Almotaz Abadi</i>, UpM Sec</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Keynote sur l'état des PPP de l'eau dans la région méditerranéenne <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Koussai Quteishat</i>, Ex-Secrétaire Général, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Royaume Hachémite de Jordanie ● Une approche structurée du processus de préparation des PPP pour les pouvoirs publics <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Elena Galan</i>, BEI / EPEC ● PPP de l'eau dans la région MENA : Une alternative aux contrats traditionnels <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Marcos Martinez</i>, Spécialiste PPP, EBRD <p>Discussion</p>
15:45- 16.00	Pause-café

16:00–17:30	<p>Session IV: Considérer les aspects sociaux des investissements, y compris à travers la Participation du Secteur Privé (PSP) <u>Modérateur: Sarra Touzi</u>, Chargée de Programme Senior, GWP-Med</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aspects sociaux des investissements: pourquoi et comment <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Niclas Ihren</i>, Expert en RSE, Matters Group • L'Intégrité de l'eau, pierre angulaire de la bonne gouvernance - Opportunités dans la région MENA <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>James Leten</i>, Chef de projet, Renforcement des capacités en matière d'intégrité de l'eau pour la région MENA, Institut International de l'Eau de Stockholm (SIWI) • Dialogue des parties prenantes dans la gouvernance et la gestion de l'eau <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Essam Nada</i>, Directeur Exécutif, Réseau Arabe pour l'Environnement et le Développement (RAED) • Genre, gestion de l'eau et femmes rurales <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>boutheina gribaa</i>, Coordinatrice de projets chez CAWTAR (Centre des Femmes Arabes pour la Formation et la Recherche) <p>Discussion</p>
20:00	Dîner
JOUR 2 - Mardi 6 Décembre 2016	
09:00-09:30	<p>Session de haut niveau</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>S.E. Mohamed Abdallahi Ould Oudaa</i>, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Mauritanie ○ <i>Miguel García-Herraiz</i>, Secrétaire Général Adjoint, Eau et environnement, Secrétariat de l'UpM
09:30-11:00	<p>Session V: Les approches des Institutions Financières Internationales (IFI) pour le financement et le mixage de subventions pour les investissements dans l'eau <u>Modérateur: Miguel García-Herraiz</u>, Secrétaire Général Adjoint, Eau et environnement, Secrétariat de l'UpM</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approche de la BEI pour le financement de la dette et le mélange des subventions pour les investissements dans l'eau <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Bruno Denis</i>, Chef de division, Opérations de Prêt dans les Pays Voisins de l'UE, Secteur Public Sud, Banque Européenne d'Investissement (BEI) • Mixage de subventions <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Koussai Quteishat</i>, Ex-Secrétaire Général, Ministère de l'Eau et de l'Irrigation, Royaume Hachémite de Jordanie <p>Discussion</p>
10:30-11:00	Pause-café
11:00-13:00	<p>Session VI: Nouveaux mécanismes de financement pour des investissements durables dans l'eau – Partie I <u>Modérateurs: Tassos Krommydas</u>, Chargé de Programmes Senior, GWP-Med & <i>Gilles Berhault</i>, Conseiller Spécial MedCoP</p> <ul style="list-style-type: none"> • BEI et action climat: opportunités de financement du secteur de l'eau dans la région MED

	<ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Monica Scatasta</i>, Chef de l'Environnement, du Climat et de la Politique sociale, BEI (via vidéoconférence) ● Financement climat: l'expérience de l'OSS <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Khaoula Jaoui</i>, Experte en Ecosystèmes et Gestion des Ressources Naturelles, Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) ● Intégrer l'atténuation et l'adaptation dans les projets d'investissement <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Mohamad Kayyal</i>, Conseiller en Environnement <p>Discussion</p>
13:00-14:00	Déjeuner
14:00- 15:30	<p>Session VI: Nouveaux mécanismes de financement pour des investissements durables dans l'eau – Partie II</p> <p><u>Moderators:</u> <i>Guy Fleuret</i>, UpM Sec & <i>Anthi Brouma</i>, GWP-Med</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Impliquer le secteur privé dans le financement de l'Objectif 6 des Objectifs du Développement Durable <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Ivan Draganic</i>, Ex-responsable de la Global Water Solidarity, UNDP ● Perspectives du secteur bancaire: Incitatifs nationaux à l'énergie et à l'environnement <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Mario Khoury</i>, Chef de division, Unité de financement, Banque Centrale du Liban ● L'expérience de la CONECT en Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Douja Ben Mahmoud Gharbi</i>, Première Vice-Présidente de la CONECT et Responsable du programme RSE ● Possibilités de RSE pour la gestion des ressources en eau non conventionnelles : cas des îles méditerranéennes <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Konstantina Toli</i>, Senior Programme Officer, GWP-Med <p>Discussion</p>
15:30-16:00	Pause-café
16:00-17:00	<p>Séance de clôture: Vers une Plateforme Régionale pour la PSP dans l'eau en Méditerranée</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Interventions par <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Fadi Comair</i>, Directeur Général des Ressources Hydrauliques et Électriques, Ministère de l'Eau et de l'Énergie, Liban ○ <i>Iakovos Gkanoulis</i>, Secrétaire Spécial pour l'Eau, Ministère de l'Environnement et de l'Energie, République Hellénique ● Résumé des principaux points soulevés et des prochaines étapes <i>Anthi Brouma</i>, GWP-Med & <i>Guy Fleuret</i>, UpM Sec ● Conclusions pour le financement de l'infrastructure de l'eau et de l'environnement dans la région <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Souad Farsi</i>, Analyste en Gestion de Programmes, MeHSIP, BEI ○ <i>Marie-Alexandra Veilleux-Laborie</i>, Chef de Bureau en Tunisie, BERD ○ <i>Vangelis Constantianos</i>, Secrétaire Exécutif, GWP-Med ○ <i>Miguel García-Herraiz</i>, Secrétaire Général Adjoint, Division de l'Eau et de l'Environnement, Secrétariat de l'UpM
Fin de la conférence	

ANNEXE II – Liste des Participants

<p align="center">2ème Conférence régionale de l'UpM</p> <p align="center">Gouvernance & Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée,</p> <p align="center">Tunis, 5 Décembre 2016</p>				
	Title	Surname	Name	Organisation
1	Mr	Abadi	Almotaz	Union for the Mediterranean
2	Mr	Abu dayyeh	Raja	Ministry of water and irrigation, Water Authority of Jordan
3	Mr	Abu Humra	Izzat Ahmad Salman	Ministry of Environment, Jordan
4	Mr	Al Hmaid Naser	Mohammad	WSRC- Palestine
5	Ms	Al Ja'afreh	Waed	Arab Countries Water Utilities Association (ACWUA)
6	Ms	Annabi	Chadlia	SONEDE
7	Mr	Azaiez	Habib	Institut Méditerranéen de l'Eau (IME)
8	Ms	Bahlous	Lamia	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
9	Dr	Bahri	Akissa	National Research Institute for Rural Engineering, Water and Forestry (INRGREF)
10	Mr	Belaid	Naoufel	ENDA TAMWEEL
11	Ms	Bel Hadj Yahia	Souraya	DGFIOP
12	Mr	Ben Amor	Faouzi	EIB
13	Mr	Ben Amor	Jawher	Ministry of Finance- Tunisia
14	Mr	Ben Cheikh	Ezzedine	SECADENOR
15	Mr	Ben Mohamed	Kamel	Journalist
16	Mr	Ben Sakka	Mohammed	GIZ
17	Ms	Ben Zakour	Meriam	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
18	Mr	Benaddou	Ahmed	National Office of Electricity and Water Potable- Branch Water, Morocco
19	Ms	Ben Salah	Ines	OTEDD/ ANPE
20	Mr	Berhault	Gilles	MedCop Climat
21	Mr	Bouguerra	Nejeh	Trade Union Chamber of Water System Auditors
22	Ms	Bousselmi	Latifa	Centre of Water Research and Technologies, CERTE
23	Ms	Brouma	Anthi	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
24	Mr	Chaibi	Youssef	SECADENOR

25	Mr	Constantianos	Vangelis	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
26	Mr	Dabbouni	Marouene	DGBGTHE
27	Mr/M	Denis	Bruno	European Investment Bank
28	Mr	Doro	Mahmoud	General company for water and waste water
29	Mr/M	Draganic	Ivan	Ex UNDP
30	Mr	El Ayani	Foued	French Development Agency
31	Ms	EL Chaar	Diala	Higher Council for Privatization, Lebanon
32	Mr	El Khoury	Mario	Central Bank of Lebanon
33	Mr	El Masry Moustafa	Abdelhamid Mohamed Abdelhamid Mohamed Moustafa	The Egyptian Water Regulatory and Consumer Protection Agency
34	Mr	Elayyan	Wael	Ministry of Water & Irrigation (MWI), Jordan
35	Mr	Elfil	Hamza	Center of Water Research
36	Mr	Ezzeddine	Fadhel	
37	Mr	Farsi	Souad	EIB
38	Mr	Fleuret	Guy	Union for the Mediterranean
39	Mr	Florén	Fredrik	Embassy of Sweden in Tunisia
40	Dr	Gafrej	Raoudha	University of Tunis El Manar, Tunisia
41	Ms	Galan	Elena	EIB-EPEC
42	Mr	Gharbi	Ahmed	CERTE
43	Ms	Gjani	Carmen Alina	Ministry of Agriculture, Rural Development and Water Administration, Albania
44	Prof	Gkanoulis	Iakovos	Ministry of Environment and Energy, Greece
45	Ms	Griba	Boutheyna	CAWTAR
46	Ms	Haggui	Tiba	Ministry of Agriculture- Tunisia
47	Ms	Haouem	Manel	Presidency of the Government of Tunisia
48	Dr	Hassan Moustafa	Mohamed Hassan Mohamed Moustafa	Egyptian Water and Wastewater Regulatory Agency
49	Ms	Horrliche	Faten	AED Water and Development Association
50	Mr	Hosni	Mohamed Sadok	Ministry of Finance- Tunisia
51	Mr	Ihren	Niclas	Matters Group
52	Mr/M	Jaber	Bassam	Central Tendering Department / Ministry of Public Works and Housing - Palestine
53	Ms	Jaoui	Khaoula	Observatory of the Sahara and the Sahel - OSS
54	Mr	Jemmali	Khalil	Water and Development Association, Tunisia
55	Mr	Kaabi	Samir	ANPE/OTEDD

56	Mr	Kabriti	Mohamed	Ministry of Environment- Morocco
57	Mr	Kajo	Ervin	Ministry of Agriculture, Rural Development and Water Administration, Albania
58	Ms	Kaltsa	Panagiota	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
59	Ms	Kammoun	Sondes	BPEH
60	Dr	Kayyal	Mohamad	LDKConsultants Engineers & Planners
61	Ms	Kefi	Karima	Swiss Embassy, International Cooperation Division
62	Ms	Khashman	Yasmeen	Arab Countries Water Utilities Association (ACWUA)
63	Mr	Kherraz	Khatim	Observatory of the Sahara and the Sahel - OSS
64	Mr	Khlass	Mehdi	DGFIOF
65	Ms	Kotsani	Chara	LDK Consultnats Engineers & Planners
66	Mr	Krommydas	Tassos	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
67	Ms	Laabidi	Elhem	ONAS
68	Mr	Laabdi	Younes	Ministry Delegate in charge of Water - Kingdom of Morocco
69	Mr	Leten	James	UNDP Water Governance Facility at SIWI
70	Ms	Mabrouk	Awatef	Sociologue
71	Ms	Majdalani	Zeina	Office of Prime Minister, Lebanon
72	Mr	Majdoub	Atef	Presidency of the government, Tunisia
73	Mr	Marchesi	Nick	EIB/MeHSIP
74	Mr	Martinez Garcia	Marcos	EBRD
75	Mr	Maxime	Thibon	Observatoire du Sahara et du Sahel
76	Mr	Meddeb	Samir	Expert Environment
77	Mr	Merla	Andrea	Consultant
78	Mr	Mesnil	Alexandre	GIZ
79	Ms	Miletto	Michela	UNESCO
80	Ms	Mohamed Taleb	Mohamed El Moctar	Ministry of Hydraulics and Sanitation, Mauritania
81	Mr	Monane	Saadou Ebih	Ministry of Hydraulics and Sanitation, Mauritania
82	Mr	Nada	Essam	Arab Network for Environment and Development "RAED"
83	Ms	Nefzi	Samira	OTEDD/ ANPE
84	Mr	Nofal	Issam	Ministry of Agriculture, Palestine
85	Mr	Nouira	Mohamed	Ministry of Finance- Tunisia
86	Mr	Ouasli	Abderrahman	BPEH
87	Ms	Oueslati	Hela	JICA
88	Mr	Pambuku	Arben	Ministry of Agriculture, Rural Development and Water Administration, Albania

89	Mr	Quteishat	Koussai	Jordan River Consulting Services
90	Mr	Reigeluth	Stuart	Revolve
91	Ms	Rhatousi	Nadia	Directorate of Public Enterprises and Privatization- Ministry of Economy and Finance, Morocco
92	Ms	Ryfisch	Simon	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
93	Mr	Seghiri	Hicham	University of Oran 2, Algeria
94	Ms	Sehili	Sana	MDCI
95	Ms	Seymeh	Romen	Media and Geology Faculty
96	Mr	Shouman	Tarek	NCI Egypt
97	Mr	Souissi	Abderrazek	BPEH
98	Ms	Toli	Konstantina	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
99	Mr	Torrey	Adam	The Water Project
100	Dr	Touzi	Sarra	Global Water Partnership Mediterranean - GWP-Med
101	Ms	Zaouali	Asma	Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)

2nd Regional Conference

Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector

Project labelled under the Union for the Mediterranean

Organised in synergy with the UfM's H2020 Pollution Reduction & Prevention Investment Group (& NAP process).

5-6 December 2016

Tunis, Tunisia

Venue: Golden Tulip El Mechtel Hotel

Background Note

Introduction

This document has a twofold purpose: on the one hand to present the rationale and setting of the 2nd Regional Conference of the Union for the Mediterranean (UfM) labelled project *Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector*, with separate information on the work of the event's two co-organising initiatives. On the other hand, this Note will provide some background information and analysis on the key issues to be discussed during the Conference, namely the governance-financing nexus, depollution investment needs and the identification of hot spots, and climate financing as an emerging financing mechanism to water and environmental investments.

Purpose & Setting of the Conference

The 2nd Regional Conference of the Union for the Mediterranean (UfM) labelled project *Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector* is organised in Tunis, Tunisia, on 5-6 December 2016 in collaboration with the H2020 Pollution Reduction & Prevention Investment Group (PRPI) in relation with the National Action Plans on Depollution, developed under the framework of UNEP-MAP. The Conference will be held under the auspices of the Tunisian Ministry of Agriculture, Water Resources and Fisheries.

The Conference aims to continue and reinforce the Regional Policy Dialogue, set off during the Launching of the UfM project in May 2013, and the sharing of experiences and best practices on the water governance and sustainable financing nexus by bringing together targeted Mediterranean stakeholders from within and outside the water and water-related sectors, including public authorities, civil society and the private sector.

More specifically, the purpose of the Regional Conference is to:

- Present and disseminate widely the outcomes from the Water Policy Dialogues conducted under the UfM labelled project and completed in Jordan, Tunisia and Palestine and discuss the way forward.
- Share experiences and views on sustainable financing mechanisms for water infrastructure and identify ways for promoting action at both policy and implementation levels, including through a regional platform among public, private and civil society actors.
- Explore synergies (existing and upcoming) with related initiatives and projects, as well as the role of cross-cutting themes (e.g. gender, integrity, rights, etc.) in the water governance and financing line of work.
- Ensure synergies within the H2020 initiative, in particular regarding investment prioritisation and financing modalities for large-scale investment projects in depollution efforts.
- Highlight the need for update of information related to pollution hotspots, identification of investment projects, preparation of priority projects and coordination between Financial Institutions (FIs).

The Regional Conference is relevant to:

- Representatives of government authorities combining the expert (water and water related issues) as well as the financing/planning tracks;
- Representatives of water and wastewater utilities;
- Private sector representatives with an interest in water PPPs;
- Representatives of Regional and National Stakeholder Organisations including Civil Society Organisations;
- International and Regional Institutions and Organisations; and
- Representatives of donor and financing institutions active in water issues in the Mediterranean Region.

The Conference represents an integral part of the activities of the *Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector* regional project that has been officially labelled under the UfM and is jointly implemented by the Global Water Partnership – Mediterranean (GWP-Med) and the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD).

The Conference is organised in close cooperation with the *H2020 Pollution Reduction & Prevention Investment Group*, co-chaired by the UfMS and EIB. The PRPI group is working on the identification and acceleration of financial investments based on the priorities of pollution reduction stipulated in the National Action Plans (NAPs), which were adopted in early 2016 in the framework of the LBS Protocol of the Barcelona Convention, under the UNEP/MAP MEDPOL programme. As mandated by Ministers and set out in the objectives of H2020, the PRPI group aims to establish a list of flagship projects that contribute to environmental de-pollution of the Mediterranean and socio-economic development in the region.

The Conference is supported by the Swedish International Development Agency (Sida) and the Union for the Mediterranean and will be conducted in strategic partnership with the European Investment Bank (EIB), the European Bank for Reconstruction and Development (EBRD) and the Mediterranean Component of the EU Water Initiative (MED EUWI).

All Sessions of the Conference will be held at the Golden Tulip El Mechtel Hotel. GWP-Med is the key organisers of the event. The working languages of the Conference will be English, French and Arabic with simultaneous interpretation.

Rationale of the Conference

The rationale for holding this conference stems from the fact that Regional Policy Dialogue and the sharing of experiences between the various Mediterranean countries is fundamental to creating synergies between countries' initiatives and projects, as well as providing support to cross-cutting themes in the water governance and financing. Accordingly, the conference touches on key issues and links specific aspects such as information on governance and financing in the water sector, the work on depollution investment on the regional level and climate financing through the sharing of concrete and operational business cases, best practices and existing experiences.

The different topics, which are covered in seven sessions during the Conference, reflect the different angles through which Mediterranean stakeholders, from within and outside the water and water-related sectors, can enhance their ongoing dialogue process and ensure a more effective use of existing financial resources. The common denominator of the topics is the fact that these strategic water-related investment needs contribute to the overall objective of climate change adaptation and need to rely on financing mechanisms that are adapted and innovative so as to rise to the current challenge, and in particular through associating the private sector to existing financing mechanisms. In order to ensure the sustainability and implementation of complex projects an active participation of all types of actors is required.

Information on the *Governance & Financing Project* and the H2020 work on *Depollution Investment Projects (PRPI)*

Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector

The four-year (2013 –2017) regional project aims to diagnose key governance bottlenecks to mobilising financing through public private partnerships (PPPs) for the Mediterranean water sector and to support the development of consensual action plans based on international good practices.

The official labelling of the Project by the Union for the Mediterranean (UfM) in 2012 through its endorsement by its 43 members, demonstrates wide political support and a clear acknowledgment of the Project's potential to deliver concrete benefits for the citizens and the environment of the Mediterranean and contribute to the regional stability. It is implemented jointly by the Global Water Partnership-Mediterranean (GWP-Med) and the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD).

Important for launching the implementation of this regional project has been the strategic partnership with the Swedish International Development Agency (Sida) and the European Investment Bank (EIB). The steady support, already since 2009, of the GEF/ UNEP-MAP MedPartnership programme and the Mediterranean Component of the EU Water Initiative (MED EUWI) has been instrumental for concretising the project's line of work and setting it in motion.

With the presence of more than a hundred stakeholders, among them three Ministers and one Deputy Minister indicating a strong political support, the *Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector* Project was officially launched on 28-29 May 2013, at the seat of the UfM Secretariat, in Barcelona, Spain.

At national level, Water Policy Dialogues have been completed in Jordan (2013-2014), Tunisia (2013-2014) and Palestine (2014-2015). Tangible outcome of these multi-stakeholder Policy Dialogues is the elaboration of country-tailored National Reports on Governance Challenges to Private Sector Participation in Water. These Reports include a diagnostic analysis of the key governance bottlenecks to private sector participation (PSP) in water supply and sanitation services as well as concrete policy recommendations and a consensus-based action plan for overcoming them. The Policy Dialogues developed through an interplay of solid technical work and multi-stakeholder consultation workshops that fed into and guided the elaboration of the analytical work. Further to Jordan, Tunisia and Palestine, Albania, Egypt, Lebanon and Morocco have provided official support letters for being involved in the conduct of similar national work.

At regional level, regular cross-Mediterranean events constitute a platform for experience and knowledge sharing while showcasing the results of the analytical work conducted at national level. The 1st Regional Conference took place in Athens, on 28-30 October 2014, gathering more than 110 Mediterranean representatives and peer-reviewing the findings of the work in Jordan and Tunisia. The forthcoming 2nd Regional Conference is expected to reinforce the informal regional platform among policy makers, private sector actors and civil society representatives and also contribute to the compilation of a compendium of replicable good practices, relevant to the Mediterranean/MENA context.

All information and accompanying documents relating to both the national and the regional components of the Project are available on the dedicated website at <http://www.gwp.org/governanceandfinancing>

Linking the national and regional: financing national priorities based on the National Action Plans (NAPs) for the regional benefit

The reduction and control of pollution of the Mediterranean Sea has been the guiding thread of UNEP through its Mediterranean Action Plan (UNEP-MAP) and a key issue of the Horizon 2020 Initiative (H2020) dedicated to Southern countries. UNEP-MAP through its MEDPOL program provided legally binding regional plans and decisions; established priorities and set-up regional pollution reduction targets for 2025; and is currently in the process of overseeing the updating of the National Action Plans (NAPs) initially conceived in 2005.

H2020 has the objective of tackling 80 percent of pollution reaching the Sea by 2020. This initiative is led by the European Commission and organised through three components:

- (i) The Pollution Reduction and Prevention Investment (PRPI) group, co-chaired by the EIB and the UfM Secretariat;
- (ii) The Capacity Building (CB) group
- (iii) The Review and Monitoring (RM) group

During the UfM Ministerial Meeting on Environment and Climate Change (May 2014), countries gave a clear indication on the need to step up efforts and recognised the need to reinforce

activities in the fields of investments on pollution reduction, a wider thematic scope, information sharing and closer cooperation and synergies. The Pollution Prevention and Reduction Investment (PRPI) sub-group constituted by major donors and international financial institutions, co-chaired by EIB and UfM is tasked to identify, finance and implement priority H2020 investment projects. Specifically, the group aims to:

1. To update key information on projects and prioritise and plan investments needed to meet the overall objective;
2. To prepare needed priority (flagship) investment projects and, in the process, to strengthen the project preparation capacity. UfM labelling could present an added value to highlight specifically relevant and exemplary regional actions;
3. To secure funding and implement these projects. A further horizontal objective would be to ensure synergies within the H2020 programme, notably through knowledge management and transfer of information and/or technology related to investment between the PRPI and the Capacity Building, the Review and Monitoring and the Research components.

It is under this mandate that the PRPI group, consisting of IFIs and donors, UNEP/MAP, EU and EEA, are working on the financing of investment depollution projects with an emphasis on projects which will make the largest contributions and impacts towards the achievement of depollution of the Mediterranean Sea, the protection of environment and the region's socio-economic welfare, with particular focus on cross-border impacts of investment projects and extent to which support is offered by governmental authorities and relevant stakeholders to project implementation. The advancements of the MeHSIP Programme (Mediterranean Hot Spot Investment Programme) led by EIB and concentrating on 6 Southern Mediterranean countries presents an important contribution in this sense.

Some background to the water governance & financing nexus

The water and water-related challenges are widely recognised as a complex interaction of multiple causes and effects. At the core, governance deficit, mismanagement and under-financing play a major role, inducing and reinforcing each other and undermining the quality and sustainability of the water and sanitation sector. In the Mediterranean region, despite the significant dedication of public funds and the flow of funding in the form of Overseas Development Assistance (ODA), loans or otherwise, countries struggle and usually fail to meet the financial requirements that water-related strategies and plans entail. In particular, the lack of basic elements of a sound governance framework, including absorption capacity at both national and local levels, impedes the efficient use of available funding and the mobilisation of much needed additional sources of financial and managerial resources, particularly from the private sector.

The governance deficit has been under severe scrutiny due to the ongoing socio-political unrest in the Southern Mediterranean, popularly known as the Arab Spring and its aftermath, and the lingering socio-economic crisis across the region, exacerbated with the influx of refugees and escalating migration-related concerns. In-depth reforms in the political economies of the

countries are called upon, along with a pressing need for more effective and responsive water service provision, wider participation of stakeholders, more bottom-up and decentralised planning and implementation processes and more transparency and accountability in the policy and decision making¹. Such reforms necessitate the implementation of good governance principles and within an integrated water resource framework that tackles gaps and shortcomings, notwithstanding those posed by the lack of adequate financing. The haunting regional unrest has also strongly highlighted the urgent need for action in order to re-establish trust among actors and reinforce ownership; consultative processes and constructive multi-stakeholder dialogues figure among the effective ways of responding to this need.

The magnitude of the challenge is further highlighted when considering the available funding together with the pertaining financial needs for water infrastructure, especially in the southern shores of the Mediterranean where large water-related investment programmes, on-going in most countries, have been primarily supported by public funds. For example, North African governments spend on average between 1 and 3.6 per cent of their GDP on the water sector², while in the post-2005 period water has represented 20 and 30 per cent of government expenditures respectively in Algeria and Egypt³. Significant variations can be observed in the public spending for the water sector (where the optimal has been set at 0.8 per cent of GDP), with Tunisia for example dedicating 1.7 per cent, while Lebanon directing 0.5 per cent of its GDP for public investment in the water and wastewater sector.

Despite the reducing flows of funding through external sources and the substantial financing gap, Southern Mediterranean countries attribute a steady priority to the water sector (and the needed infrastructure) also in view of meeting water-related international goals (e.g. Sustainable Development Goals and the 2030 Agenda for Sustainable Development⁴) and implementing measures to respect the universally recognised human right to water. It should be acknowledged that the Southern Mediterranean countries do not face the classic infrastructure access gap observed in other developing countries, since they have largely achieved universal access to basic infrastructure, though with less success in rural areas. Strong demography and rapid urbanisation combined with structural transformation of the political economies and migration concerns have resulted in strong demands for infrastructure services that most governments in the region struggle to cope with.

Specifically for the water sector, some figures from previous related work reveal the magnitude of the challenge. Based on the findings of the joint work GWP-Med and OECD conducted in Lebanon⁵, the needed investments in the country for the next ten years have been estimated at 7.7 billion US\$, among which only 1.6 billion US\$ have been secured. The Lebanese government has estimated that financial contributions through the state budget and ODA will not suffice to

¹ As reflected in the processes initiated in several of the countries towards constitutional reforms (i.e. Algeria, Jordan, Morocco) and/or setting in place new constitutions (i.e. Egypt, Tunisia). The wealth of analyses in related articles/studies (including as these are presented in national and international press) and the plethora of workshops/conferences reflect also on these elements.

² **World Bank (2007), *Making the most of scarcity, Accountability for better water management in the Middle East and North Africa***

³ Ibid

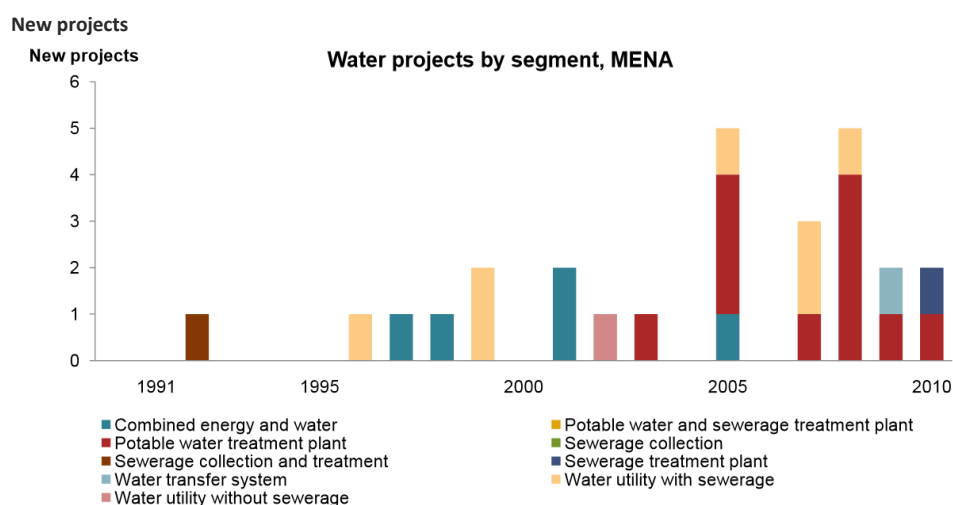
⁴ <http://www.un.org/sustainabledevelopment/development-agenda/>

⁵ The full assessment for Lebanon is available at www.ypeka.gr/medeuwi

cover the needs. Within the same line of work, in Egypt the financing gap for water infrastructure in water supply and sanitation for the period 2006-2026 was estimated at 169.2 billion Egyptian Pounds (about 23.6 billion Euros, in 2006 prices), with this gap increasing by 45 per cent in the 20-year period⁶. The significant financing gap formed the rationale for the Egyptian government to adopt in 2006 a long-term policy agenda for pursuing partnerships with the private sector in order to increase the level of investment in the country's infrastructure. As reported in 2014 by the PPP Central Unit (within the Egyptian Ministry of Finance) the government would need to allocate between 5.5 and 7 per cent of its annual GDP (about 13 billion US\$) to cover its infrastructure needs, of which some 10-15 per cent could be mobilised through private-public-partnerships.

Considering the magnitude of investment needs for the water sector and the accompanying financing gap, involving the private sector has formed a steady policy option globally. In the southern Mediterranean countries, there has been a modest but growing private involvement in the water sector. At a global scale, while the 1990s were mostly about water utilities (74 per cent of new projects in 1991-2000), in the last decade most new water projects concerned sewerage treatment plants (242 or 46 per cent of new water projects in 2001-2010)⁷. The same trend was valid for the wider MENA region as seen below in Figures 1 and 2.

Figure 1: New energy and water projects with private participation in the MENA region, by sub-sector, 1990-2008

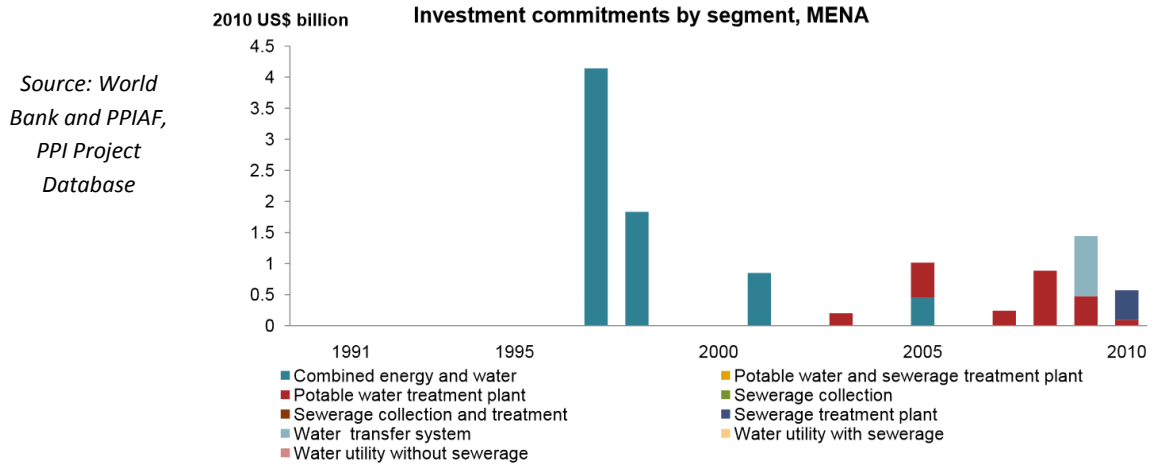


Source: World Bank and PPIAF, PPI Project Database

⁶ The full assessment for Egypt is available at www.ypeka.gr/medeuwi

⁷ <http://www.ppiaf.org/sites/ppiaf.org/files/documents/Review%20of%20PSP%20in%20water%20infrastructure%20over%20the%20last%2020%20years.pdf>

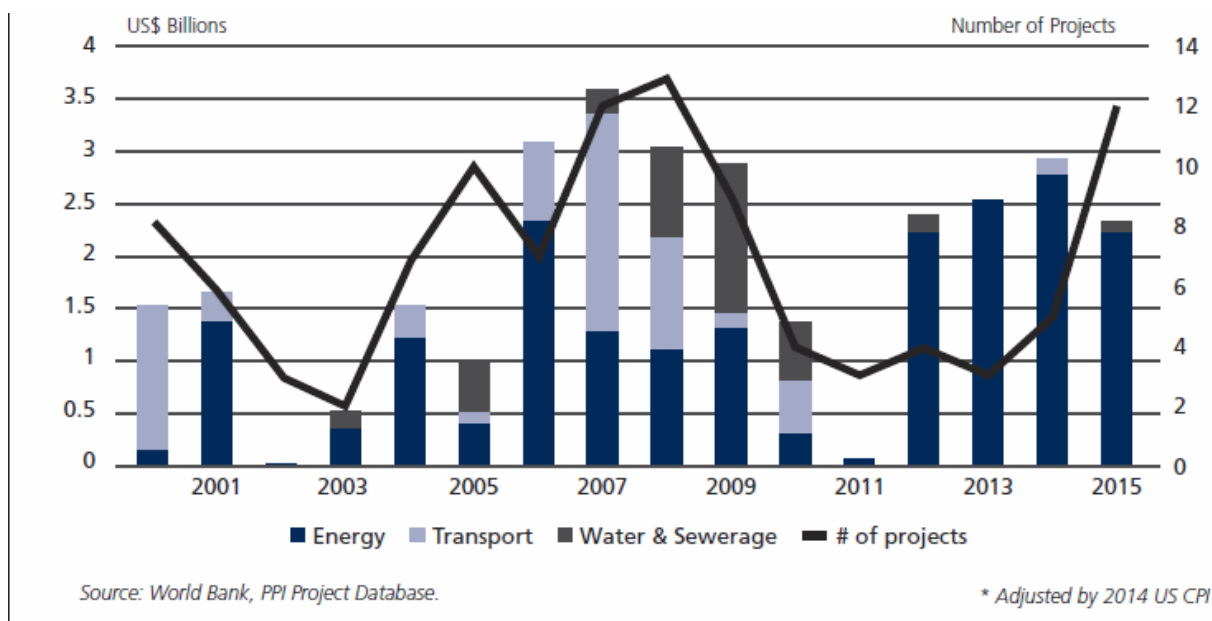
Figure 2: Investment commitments to energy and water projects with private participation in the MENA region, by sub-sector, 1990-2008



From the above, it becomes apparent that Public-Private Partnerships can play an important role in bridging the investment gap of the water sector. However, the ongoing socio-political turmoil in the region has resulted in slowing down of investments in new infrastructure along with the deterioration of existing one. As captured by the World Bank PPI, overall private participation in infrastructure in the Middle East and North Africa fell from US\$ 2.9 billion in 2014 to US\$ 2.3 billion in 2015, representing a 25 per cent year-over-year decline⁸ and with most projects being in energy (10) followed by water and sewerage (2).

⁸ <https://ppi.worldbank.org/~/media/GIAWB/PPI/Documents/Data-Notes/MNA-Update-2015.pdf>

Figure 3: Total investment in energy, transport and water & sewerage



From the related analysis, only Jordan and Morocco, two of the few stable countries in the region, remained the sole markets for private sector investments in infrastructure, mainly due to their on-going persistence to develop clean energy sources. Other emerging market developing countries including Lebanon, Libya, Palestine and Syria have seen no such investments in recent years. Egypt closed a management and lease contract for a water project with zero investment in 2015, while the country is planning several projects but potential financiers are still awaiting more support from the Egyptian government to provide financing. In this process, multilateral development banks were very active in the region, supporting nine of the 11 projects that were financed in 2015.

As seen, the South Mediterranean is lagging behind other world regions in terms of investment commitments to private infrastructure projects. The Arab Spring’s political unrest has brought even more economic woes to countries still reeling from the global financial crisis, leading to high unemployment rates, especially among Arab youth and the mass migration into Europe⁹. However, international experience has shown that well designed and socially sensitive PPPs can lead to significant gains in terms of efficiency, welfare, financing and fiscal space. This requires careful planning, government capacity, procedures, knowledge, and oversight; and, in order to attract private investors, good regulation, transparency, well-structured conflict-resolutions systems, etc. Furthermore, more diversified, dynamic, private-sector driven economies can lead the way towards economic growth and poverty reduction¹⁰.

⁹ https://ssir.org/articles/entry/whats_holding_back_entrepreneurs_in_the_middle_east_and_north_africa

¹⁰ <http://www.imf.org/en/News/Articles/2016/10/18/NA101916-MENAP-REO>

The combination of efforts for improving efficiencies, enabling the optimisation of financing needs and financing strategies' elaboration, and facilitating the mobilisation of additional financial resources represent a key factor for the sustainable development and adaptation of the water sector in the southern Mediterranean countries. The previous analysis attempted at illustrating the bottlenecks of the financing-governance nexus in the water sector. It is noted that a clear diagnosis of these bottlenecks does not exist yet, while at the same time multi-stakeholder platforms dealing with the issues rarely exist within and across the countries. A consensus on reform requirements and on the action plan needs to be developed to make water reforms happen. This involves evidence-based analysis and facilitated platforms for discussion and consensus building, as well as access to other countries' practices for replication of good cases.

With the above in mind, and with due consideration to i) the recommendations of the Euro-Mediterranean Ministerial Conference on Water Declaration (Dead Sea, Dec, 2008), ii) the objectives of the Union for the Mediterranean (UfM) and its Secretariat's scope of work, iii) the context of the chapters on water financing and water governance of the draft Strategy for Water in the Mediterranean as well as of the Arab Water Security Strategy, and (iv) the scope and operational framework of the Mediterranean Component of the EU Water Initiative (MED EUWI), the OECD/GWP-Med Project on *Governance & Financing for the Mediterranean Water Sector* aspires to address and promote action on the *financing-governance nexus* in the water sector with emphasis on the potential role of the private sector. In this endeavour, synergies and strategic partnerships are crucial for the wide outreach of findings, the strengthening of action and the sustainability of national and regional efforts. The 2nd Regional Conference that will take place on 5-6 December 2016, in Tunis, Tunisia, endeavours to fortify this effort and identify plausible ways forward.

Depollution Investment needs and the Identification of Hot Spots

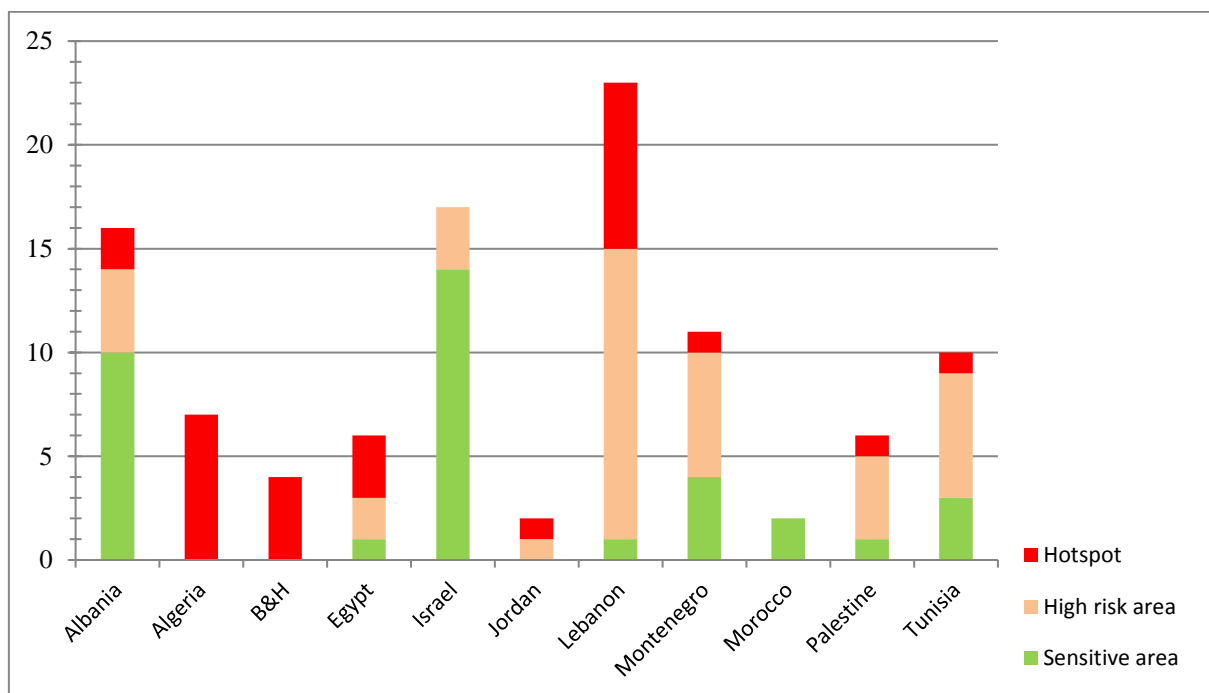
In 2015, the Contracting Parties to the Barcelona Convention updated the list of hotspots first developed in 2003. New update criteria were introduced which take into account GES targets based on six effects: public health; drinking water quality; recreation; other beneficial uses; aquatic life; and economy and welfare. The updated hotspot lists are included for each country in its individual NAPs.

They are considered priority areas which require immediate intervention as detailed in the countries' projects fiches. Based on the new evaluation criteria, new updated hotspots were classified as category (A) labelled "hotspot"; category (B) considered "high risk area", and category (C) treated as "sensitive area". Figure 3 provides a comparison between the number of hotspots, high risk and sensitive areas for the individual southern Mediterranean countries and the Balkans.

In total, there are 28 hotspots, 40 high risk areas, and 36 sensitive areas. The environmental issues characterizing the hotspots include large population growth, unregulated industrial activities and solid waste/marine litter management problems. The PRPI group focuses on the

adoption of strategically significant infrastructure projects in hotspot areas. The emphasis lies on projects which will make the largest contributions and cross-border impacts towards the achievement of de-pollution of the Mediterranean Sea, the protection of environment and the region's socio-economic welfare.

Figure 4: Comparison between the number of hotspots, high risk and sensitive areas in southern Mediterranean countries and the Balkans



Source: UNEP (DEPI)/MED WG.426/3

The emergence of Climate Financing

Climate finance refers to the financing of the actions required in order to shift the global economy towards a low-carbon path and build the resilience of vulnerable countries and communities to the impacts of climate change. Regarding explicitly adaptation to climate change, the investments required will likely need to be between 150 and 500 billion USD per year by 2050, according to UNEP¹¹.

Under the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), developed countries have made a commitment to assist developing country Parties that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change in meeting the cost of adaptation to those adverse effects (Article 4.4). Since the 15th UNFCCC Conference of the Parties (COP 15) in Copenhagen in 2009, developed country Parties committed “to a goal of mobilizing jointly \$100 billion dollars a year by 2020 to address the needs of developing countries” coming from a “wide variety of sources, public and private, bilateral and multilateral, including alternative sources of finance”. A number of multilateral funds to serve as vehicles for the provision of financial

¹¹ UNEP, Adaptation Gap Report, 2014

resources to assist developing countries in the implementation of their commitments under the UNFCCC. These include the two Operating Entities of the financial mechanism of the Convention – the Global Environment Facility (GEF) and more recently the Green Climate Fund (GCF) – as well as three special purpose funds, namely the Kyoto Protocol Adaptation Fund (AF), the Special Climate Change Fund (SCCF) and the Least Developed Countries Fund (LDCF).

The historic Paris Agreement (COP 21) is quite oblique on details around climate finance and it is still not quite clear which countries should deliver how much to which ones and by which date. However, it acknowledges that “Such mobilization of climate finance should represent a progression beyond previous efforts” and by 2025 developed countries need to set a new collective quantified goal for climate finance for at least \$100 billion per year.

In the recent COP 22 in Marrakech, the concrete outcomes regarding the UNFCCC’s climate finance architecture were procedural in nature, with countries adopting rules and processes for accounting and reporting of finance, aiming to reach agreement by 2018. The most substantive decision was that the Adaptation Fund, created in 2001, should serve the Paris Agreement. Also, the High-Level Ministerial Dialogue on Climate Finance underlined the role finance ministers can play by shifting finance flows from high-emissions activities to low-emission, climate-resilient ones.

As already noted, various approaches exist as to what constitutes “climate finance”, from considering all funding from all sources to all activities that can be considered as climate-friendly, to the narrowest that considers only international development aid where climate change is the principal objective. By all accounts, climate finance is increasing, the \$100bn target is difficult to meet, but not impossible, private and domestic investments remain dominant and Adaptation is still losing out to mitigation. The latest landmark report is UNFCCC’s 2016 Biennial Assessment and Overview of Climate Finance Flows Report, published in November 2016.

Nevertheless, because of the lag times in the global climate system, no mitigation effort, no matter how rigorous and relentless, is going to prevent climate change from happening in the next few decades. Today, it is recognised that climate change poses a threat to important development issues such as water supply, food security, human health, natural resources and protection against natural hazards. This recognition has moved adaptation to an activity that is considered crucial within the broader context of sustainable development. Thus, it is no longer a question of whether to mitigate climate change or to adapt to it. Both mitigation and adaptation are essential in reducing the risks of climate change. In recent years the private sector is increasing its engagement in climate actions. Companies from a wide range of industries are committing to decrease their carbon footprints and to engage in sustainable resource management. Investors are also increasingly adopting an active stance on climate change. In order to ensure greater and sustained private sector engagement in climate-related activities, it is essential that predictable, long-term regulatory regimes and supportive policies are in place. The insurance industry, being on the “front line” of climate change risks can play an important role in building climate resilience through integrating risk management into business practices.

An emerging funding mechanism, already proven to be an effective financial instrument capable of raising billions in climate finance, are Green Bonds. They are fixed income financial

instruments that can be issued by governments, multi-national banks or corporations and the funds they raise are dedicated exclusively to environmentally beneficial activities.

Specifically for the MENA region¹² and according to the Climate Funds Update initiative, the amount of international climate finance in 2003-2016 is \$1.2 billion, of which \$375 million is in the form of grants and over \$800 million in the form of loans or concessional loans for a few large-scale energy infrastructure projects approved by the Clean Technology Fund (CTF). Despite the region's pressing adaptation needs, especially water-related ones, 81% of the above funding goes towards mitigation efforts. This stems from the fact that climate change is often perceived in developing countries as a long-term issue, where other challenges such as food security, water supply, sanitation, education and health care, require more immediate attention. In order to address this point, policies and measures that address climate change should be integrated into ongoing sectoral and development planning and decision-making, so as to ensure the long-term sustainability of investments as well as to reduce the sensitivity of development activities to both today's and tomorrow's climate. This process is referred to as "mainstreaming". To facilitate successful mainstreaming, it is important to build mitigative and adaptive capacity in countries, both on the micro and the macro-scale, as well as creating mechanisms and incentives to achieve this goal.

¹² According to World Bank Classification: Algeria, Bahrain, Djibouti, Egypt, Iran, Iraq, Israel, Jordan, Kuwait, Lebanon, Libya, Malta, Morocco, Oman, Qatar, Saudi Arabia, Syria, Tunisia, United Arab Emirates, West Bank and Gaza, Yemen